



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra



Suède  
Sverige

# Mupaka Shamba Letu

## (The border our livelihood)

*Consolidation de la paix à travers le petit commerce transfrontalier dans la Région des Grands Lacs  
Africains*



*Femme petite commerçante transfrontalier en train de traverser la frontière Bukavu-Kamembe, 2013. Photo: Carol Allen-Storey, International Alert.*

## Rapport narrative annuel, de Janvier à Décembre 2019

Contribution Asdi No: 51250001

Contribution FDFA No : 81062310

*Rapport soumis le 15 Avril 2020*

## 0. Table des matières

### Table des matières

<b>0. Table des matières</b> .....	2
<b>Sigles et Abréviations</b> .....	4
<b>1. Résumé exécutive</b> .....	6
<b>2. Introduction</b> .....	7
<b>3. Le contexte</b> .....	8
<b>4. Activités Clés</b> .....	11
<b>Phase de démarrage</b> .....	11
<b>Résultat 1 : D'ici la fin du projet, dans les zones frontalières visées, les dynamiques liées au genre entre petites commerçantes transfrontalières et leur époux sont plus inclusives et permettent aux femmes d'avoir une plus grande influence et de prendre des décisions dans leur foyer</b> .....	12
<b>Effets et impact</b> .....	12
<b>Activité 1.1. : Recherche action participative – le développement d'un « scorecard » sur l'autonomisation « empowerment » des femmes</b> .....	13
<b>Activité 1.2:</b> Groupes de dialogue avec de nouveaux groupes des FPCTs .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>Activité 1.3 :</b> Groupes de dialogue avec les époux des nouvelles FPCTs.....	17
<b>Activité 1.4 :</b> Résolution des conflits au sein des ménages à travers les groupes de dialogue entre les nouvelles FPCTs et leurs époux .....	18
<b>Activité 1.5 :</b> Alphabétisation de nouvelles FPCTs sélectionnées.....	18
<b>Résultat n° 2 : les femmes petites commerçantes transfrontalières disposent de ressources économiques plus importantes, et ont les compétences pour user de ces ressources pour plaider pour une plus grande cohésion sociale et une plus grande coopération régionale</b> .....	20
<b>Effets et impact</b> .....	20
<b>Activité 2.1. :</b> Renforcement de la cohésion sociale à travers les AVECs .....	21
<b>Activité 2.2. :</b> Soutien au processus d'organisation et de structuration des nouvelles petites commerçantes transfrontalières en coopératives.....	22
<b>Activité 2.3. :</b> Travail avec les institutions de microfinance pour le développement de produits accessibles aux petites commerçantes transfrontalières .....	24
<b>Activité 2.4. :</b> Soutien aux initiatives locales de plaidoyer <i>Business for Peace</i> .....	25
<b>Activité 2.5. :</b> Revitalisation et renforcement des associations de commerce transfrontalier existantes afin de développer et mettre en place des plans d'actions.....	27

<b>Résultat n° 3</b> : les acteurs économiques - incluant les commerçantes transfrontalières et les petites et moyennes entreprises (PME) – interagissent davantage à travers le réseautage et plus de coopération, et travaillent ensemble afin de promouvoir une plus grande cohésion sociale, la coopération régionale et la paix dans la région .....	27
<b>Résultat 4</b> : les petites commerçantes transfrontalières et les responsables des douanes et des frontières comprennent et ont accès à <b>la législation et aux procédures en matière de commerce transfrontalier</b> ; les commerçantes transfrontalières usent de ces ressources pour plaider pour une <b>plus grande cohésion sociale, la coopération régionale et la paix</b> .....	27
<b>Effets et impact</b> .....	28
<b>Activité 4.1</b> : Formation de nouvelles petites commerçantes transfrontalières sur la législation en matière de petit commerce transfrontalier .....	28
<b>Activité 4.2</b> Formation de nouveaux responsables des douanes et des frontières sur la législation en matière de commerce transfrontalier et de harcèlement sexuel ; octroi de petites bourses pour les travaux avec des “champions” du changement .....	31
<b>Activité 4.5</b> : Facilitation des débats sur les réformes politiques au travers de programmes radio - Mupaka Shamba Letu.....	34
<b>5. Histoire de Succès</b> .....	34
<b>6. Partenariat et travail en synergie</b> .....	35
<b>6.1.Travail avec les partenaires locaux</b> .....	35
<b>6.2.Synergies avec les autres acteurs</b> .....	38
<b>7. Leçons Apprises</b> .....	40
<b>8. Défis et perspectives de gestion</b> .....	41
<b>9. Suivi et Evaluation</b> .....	43
<b>10. Annexes</b> .....	44

## Sigles et Abréviations

ACT	Association des Commerçants Transfrontaliers
ACTIF	Action, changement et transformation par l'inclusion financière en RDC
ADPD	Action pour le Développement des Populations Défavorisées
AFRABU	Association des Femmes Rapatriées du Burundi
AVEC	Association Villageoise d'Épargne et de Crédit
BCC	Banque Centrale du Congo
BDF	Business Development Fund, Rwanda
BIC	Bureau d'Information Commercial
BRB	Banque de la République du Burundi
CACH	Cap pour le Changement
CAU	Collectif Alpha Ujuvi
CBT	Cross Border Trade
CEJP	Commission épiscopale Justice et Paix
CEPGL	Communauté Économique des Pays des Grands Lacs
CFCIB	Federal Chamber of Commerce and Industry Burundi
COMESA	Common Market for East and Southern Africa
COOPEC	Coopérative d'Épargne et de Crédit
COSOPAX	Commerçantes Solidaires pour la Paix/Région des Grands Lacs
CRS	Catholic Relief Services
DGDA	Direction Générale des Douanes et Accises
DGM	Direction Générale de Migration
RDC	République Démocratique du Congo
EAC	East African Community
EPI	Everyday Peace Indicator
FCC	Front Commun pour le Congo
FEC	Fédération des Entreprises du Congo
FGD	Focus Group Discussion
FPCT	Femmes Petites Commerçantes Transfrontalières
FVA	Faith Victory Association
GD	Groupe de Dialogue
GEL SK	Guichet d'Économie Locale du Sud Kivu
GERME	Gerez Mieux Votre Entreprise
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
IMF	Institution de Micro-Finance
LAV	Laissez l'Afrique Vivre !
M&E	Monitoring and Evaluation
MSL	Mupaka Shamba Letu
OBR	Office Burundais des Recettes
OCC	Office Congolais de Contrôle
ONG	Organisation Non Gouvernemental
PAFE	Police de l'Air, des frontières et des étrangers / Air, Borders and Foreigners Police, Burundi
PCT	Petit commerçant transfrontalier

Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019)  
International Alert

PDSF	Programme de Développement du Système Financier
PFCGL	Projet de Facilitation du Commerce dans la Régions des Grands Lacs
PME	Petit Moyen Entreprise
PNEF	Programme National d'Education Financière
PROFI	Promotion de la Finance Inclusive
REC	Réseau d'Echange et de Collaboration pour les femmes petites commerçantes transfrontalières
RDC	République Démocratique du Congo
RECOs	Regime Commercial Simplifié/Simplified Trade Regime STR
RWF	Rwandan Franc
SACCO	Savings and Credit Cooperative
SFCG	Search For Common Ground
SGBV	Sexual and Gender Based Violence
SIDA	Swedish International Development Agency
SMEs	Small and Medium Enterprises
SMICO	Société de Microcrédits Congolais
SOFIBEF	Solidarité des Femmes de Fizi pour le Bien-être Familial
SQAV	Service de Quarantaine Animale et Végétale
TDR	Termes de References
TMEA	Trademark East Africa
UNCDF	United Nations Capital Development Fund

## 1. Résumé exécutive

Le projet Mupaka Shamba Letu travail sur le renforcement des capacités des petites commerçantes transfrontalières dans les régions frontalières de la RDC, du Rwanda et du Burundi, pour qu'elles remettent collectivement en question les dynamiques liées au genre, qui contribuent aux conflits au sein de leurs communautés et plus largement dans la région, et de faire usage de leur influence afin de promouvoir une plus grande cohésion sociale et une plus grande coopération régionale.

Ce rapport annuel présente les activités mises en œuvre durant la première année du projet Mupaka Shamba Letu allant du 01 janvier au 31 décembre 2019. Pour cette année, le projet s'est focalisé sur 4 axes prioritaires dont :

- **Le démarrage et lancement du projet dans les sites de mise en œuvre** : Huit partenaires stratégiques (5 en République Démocratique du Congo, 1 au Burundi et 2 au Rwanda) ont été sélectionnés à travers un processus transparent. Six sur huit sont d'anciens partenaires d'International Alert ayant participé à la mise en œuvre du projet Tushiriki Wote. Ceux-ci ont été évalués et prouvés qu'ils remplissent les conditions requises pour la réussite attendue de Mupaka Shamba Letu. Un appel ouvert a été lancé pour le recrutement de deux nouveaux partenaires. Après la sélection de ces 8 partenaires de mise en œuvre et le recrutement de l'équipe de gestion du projet, un atelier de démarrage a été tenu en faveur de 39 personnes (18F et 21H) en provenance des organisations partenaires et d'International Alert (Alert) pour une meilleure compréhension des changements attendus du projet, des activités qui seront menées à cet effet et l'approche « *Business for Peace* » qui sous-tend ces changements. Ensuite, le projet a été lancé dans 8 sites : Kigali, Rusizi, et Rubavu au Rwanda ; Goma, Bukavu, Kamanyola et Uvira en RDC et Gatumba au Burundi. 506 participants (342 F et 164 H) y ont participé y compris les femmes petites commerçantes transfrontalières (FPCT), leurs époux, les représentants des services frontaliers, les autorités des ministères et des municipalités (Juin 2019). Pendant la même phase ; des études de base ont été menées notamment la Baseline, l'évaluation environnementale, la cartographie des Coopératives et des Associations des FPCT et le Scorecard de l'autonomisation des femmes.
- **L'identification et la structuration des bénéficiaires du projet** : 800 FPCT et 480 époux ont été sélectionnés dans les 8 sites frontaliers du projet en raison de 100 FPCT et 60 époux par site. Les FPCT se sont regroupées en 32 Groupes de Dialogue (GD) de 25 personnes chacun et leurs époux ont été regroupés en 16 Clubs d'époux de 30 personnes chacun. Au total 95 rencontres des GD FPCT et 16 rencontres des Clubs d'époux ont été organisées sur base d'un Curriculum Genre qui a été développé pour faciliter le dialogue entre les membres des GD. En dehors des GD, 8 cercles d'alphabétisation comprenant 196 FPCT apprenant ont été mis en place dans les sites du projet et au total 192 séances d'alphabétisation ont été réalisées.
- **Le développement des approches et le renforcement des capacités des partenaires** : Les approches sur le *Business for Peace*, le Dialogue, la Cohésion sociale à travers les Associations Villageoise d'Épargne et Crédit (AVEC), l'autonomisation économique des FPCT et l'alphabétisation ont été développées et 6 ateliers de formation ont été organisés et ont regroupé en moyenne 28 participants chacun (dont 45% des femmes) dont les staffs chargés de la mise en œuvre du projet au sein des organisations partenaires et d'Alert.
- **Le travail avec les Officiels et les FPCT sur la législation frontalière** : 228 nouvelles FPCT sélectionnées dans les sites du projet ont été renforcées sur la législation aux frontières ainsi que sur leurs droits et

## Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019) International Alert

leurs devoirs à travers 7 ateliers de formations. 4 autres ateliers de formations ont été organisés en faveur de 117 officiels (65H et 52F) œuvrant aux frontières de la RDC, du Rwanda et du Burundi.

### Changements observés

Les histoires de succès collectées montrent déjà des changements qui commencent à s'observer au niveau des bénéficiaires entre autres ; la collaboration entre les FPCT et les officiels qui commence à s'améliorer à la suite des formations sur la législation frontalière ; les FPCT commencent petit à petit à abandonner le commerce de la fraude ; la communication égalitaire entre les FPCT et leurs époux s'installe progressivement à la suite des discussions au sein des groupes de dialogue des FPCT et des clubs d'époux (voir section 5 Histoires des succès ci-dessous).

Ces quelques grands changements ont capté l'attention de l'équipe du projet :

- International Alert a noué la collaboration avec les dirigeants locaux tels que les maires des villes et les ministères en RDC, au Rwanda et au Burundi sur la nouvelle approche du projet et tous l'ont adoptée. Le maire de Rubavu au Rwanda a déclaré que *Business for Peace* dans le commerce transfrontalier améliorera non seulement les moyens de subsistance mais aussi la cohésion sociale parmi les communautés frontalières. La réceptivité des leaders et leurs volontés de coopérer sont un changement que nous avons observé tandis que le ministère national du commerce extérieur en RDC s'est engagé à mettre en place une coordination des toutes les interventions dans le commerce transfrontalier.
- Les FPCT membres des groupes de dialogue de Kamanyola ont compris que leur ignorance de leurs droits et des pratiques sensibles au genre et leur passivité perpétuent les inégalités de genre qui existent dans leurs ménages et leurs communautés (Résultat 1).
- Les agents de la Direction Générale des Migrations (DGM) affectés au poste frontalier de Kamanyola ont arrêté la perception de 3000 FC qui étaient illégalement exigés des FPCT au-delà du prix légal de la carte laisser passer de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) (Résultat 4).
- Les FPCT à Rusizi, Bugarama et Rubavu ont rapporté qu'ils ont amélioré leur écoute active pour résoudre les conflits domestiques. À travers les dialogues, elles ont compris les sources des conflits résultant du manque de connaissance en matière de communication non violente et ce en raison de l'ignorance des similitudes et des différences entre elles et entre elles-mêmes et leurs époux ;
- Une analyse des conflits réalisée à l'occasion de la formation sur le *Business for Peace* a révélé la nécessité de prendre en compte la diversité et de rendre les coopératives de commerçantes transfrontalières plus inclusives, ce qui contribuera à la cohésion sociale. Le résultat issu de cette formation est qu'une coopérative des FPCT à Bugarama a pris l'engagement d'intégrer dans leurs règlement interne l'instauration du comité de résolution de toutes les formes de conflits entre les membres eux-mêmes et au sein du réseau d'entreprises.

## 2. Introduction

International Alert (Alert) met en œuvre le projet de consolidation de la paix à travers le commerce transfrontalier dénommé « Mupaka Shamba Letu : la frontière, notre gagne-pain ». Ce projet d'une durée de vie de quatre ans (janvier 2019 – décembre 2022) est exécuté en République Démocratique du Congo (Nord et Sud Kivu), au Rwanda (Rubavu et Rusizi) et au Burundi (Gatumba) avec le financement du

**Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019)  
International Alert**

Gouvernement Suédois et avec le co-financement de la Coopération Suisse à partir de novembre 2019. Il fait suite au Projet Tushiriki Wote, Participons-tous : Consolidation de la paix à travers le renforcement économique et la participation des femmes mis en œuvre de 2014 à 2018 avec le financement de l'Agence Suédoise de Développement International.

Le problème clé que ce projet cherche à résoudre est l'insuffisance de cohésion sociale et de confiance au sein des communautés frontalières entre la RDC, le Rwanda et le Burundi et l'exclusion des femmes commerçantes transfrontalières de différentes origines dans le processus de prise de décision sur les questions régionales contribuant à la paix, à la sécurité qui les concernent et à la coopération régionale.

Le projet est mis en œuvre dans 8 villes/cités frontalières dont les frontières de Goma/Rubavu, Bukavu/Rusizi et Kamanyola/Bugarama entre la RDC et le Rwanda et la frontière Uvira/Gatumba entre la RDC et le Burundi en collaboration avec 8 organisations de la société civile des 3 pays dont :

- Action pour le Développement des Peuples défavorisés (ADPD) basée à Goma pour les aux frontières de la Grande et Petite barrières ;
- Association des Femmes Rapatriées du Burundi (AFRABU) basée à Bujumbura pour les activités à Gatumba et à Bujumbura ;
- Collectif Alpha Ujuvi (CAU) basé à Goma pour les activités d'alphabétisation dans tous les sites du projet ;
- Commission Episcopale Justice et Paix du Rwanda (CEJP) basée à Kigali pour les activités à Rubavu et aux frontières de la Grande et Petite barrières ;
- Faith Victory Association (FAV) basée à Kigali pour les activités à Rusizi et aux frontières Rusizi I&II ainsi qu'à la frontière de Bugarama avec Kamanyola ;
- Guichet d'Economie du Sud Kivu (GEL SK) basé à Bukavu pour les activités la et à la frontière de Ruzizi I&II ;
- Laissez l'Afrique Vivre (LAV) basé à Bukavu pour les activités à la frontière de Kamanyola avec Bugarama ; et
- Solidarité des femmes de Fizi pour le Bien Etre Familial (SOFIBEF) basée à Uvira pour les activités à la frontière de Kavinvira.

Et les **bénéficiaires directs** du projet pendant la première année ont été les suivants :

<b>Tableau 1. Bénéficiaires directs du projet MSL pendant la première année du projet</b>	
<b>Prévus</b>	<b>Actuels pendant l'année 1</b>
32 groupes de dialogue des FPCT, composés de 800 femmes exerçant le petit commerce dans les zones transfrontalières d'Uvira-Gatumba, Kamanyola-Bugarama, Goma-Gisenyi et Bukavu-Kamembe, près de 25 par groupe, avec 60% des femmes mariées et 40 % des non mariés	32 groupes de dialogue communautaires, composés de 23 ou 25 personnes chaque groupe, avec un total de 786 femmes exerçant le petit commerce dans les zones transfrontalières d'Uvira-Gatumba, Kamanyola-Bugarama, Goma-Gisenyi et Bukavu-Kamembe.



Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019)  
International Alert

16 groupes de dialogue des époux, composés de 480 hommes qui sont des époux des FPCT ciblées par le projet, près de 30 par groupe.	16 groupes de dialogue des époux, composés de 480 hommes qui sont des époux des FPCT ciblées par le projet, près de 30 par groupe.
800 Autorités étatiques et municipales ainsi que les fonctionnaires des services œuvrant aux frontières (douane, migrations, Hygiène, Standardisation, Police de frontière) présents aux frontières	156 Autorités étatiques et municipales ainsi que les fonctionnaires des services présents aux frontières ciblées en RDC, au Rwanda et au Burundi (105 hommes et 51 femmes)
16 coopératives de commerçantes transfrontalières des zones frontalières ciblées	17 coopératives de commerçantes transfrontalières des zones frontalières ciblées
20 associations et plateformes de commerçants transfrontaliers dans les zones frontalières ciblées	18 associations et plateformes de commerçants transfrontaliers dans les zones frontalières ciblées
32 Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) constituées des FPCT	32 Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) constituées des FPCT
Les Petites et Moyennes Entreprises	Prévu pour l'année 2
8 organisations de la société civile travaillant renforcement et participation économique des femmes à l'Est de la RDC, au Rwanda et au Burundi	8 organisations de façon directe qui sont chargées de la mise en œuvre du projet MSL

### 3. Le contexte

Pendant l'année passée, le contexte sécuritaire à l'Est de la RDC est resté volatile caractérisé par des foyers de conflits des différentes formes (intercommunautaires, entre groupes armés rebelles ou milices et entre les forces loyalistes et les groupes armés). On a observé la mise en place de nouvelles institutions du pays à la suite des élections qui ont conduit à une transition pacifique du pouvoir, la première en RDC, entre un ancien président et un nouveau issu d'une coalition de l'opposition dénommée Cap pour le Changement (CACH). Néanmoins, les élections législatives et provinciales, qui se sont tenues le même jour, ont quant à elle été marquées par la très large victoire de la coalition dont l'ancien président est l'autorité morale, le Front Commun pour le Congo (FCC). Compte-tenu de cette situation inédite, les deux coalitions ont signé en mars 2019 un accord en vue de travailler conjointement à la nomination d'un Premier ministre puis d'un gouvernement dont la majorité des postes a été assignée au clan de l'ancien président.

Au Rwanda, le contexte de la mise en œuvre du projet est aussi resté globalement le même en dépit de quelques petites évolutions notées à Rubavu où les systèmes de sécurité transfrontalière pour éviter les fraudes, le trafic humain surtout des jeunes enfants, l'agression contre les services de sécurité ont été très renforcées de telles sortes que tous les partenaires opérant à la frontière de Gisenyi –Goma ont été priés de les faire respecter et d'informer les bénéficiaires de leurs projets de ces mesures. A titre d'exemples les fraudes, drogues seront punies même avec les peines de prison à vie. Aussi le constant est que ce genre d'abus et de fraudes est fait par les grands commerçants mais qui enrôlent les femmes petites commerçantes pour échapper aux taxes, ce qui expose le plus ces dernières.

Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019)  
International Alert

Au Burundi, le contexte actuel est globalement stable mais fragile. Toutefois, le pays approche les échéances électorales de 2020 et les dispositions prises par les autorités peuvent avoir d'incidences sur la mise en œuvre du projet. Les rassemblements seront possiblement interdites et toutes les réunions doivent être supervisées par un délégué de l'administration locale de peur que des questions d'atteintes à la sûreté intérieure de l'Etat ne soient abordées, d'où le risque pour certains participants d'éviter de participer dans les réunions, sachant que des accusations gratuites et arrestations arbitraires sur des tendances ethniques et appartenance culturelle peuvent y découler.

Au niveau de la sous-région, la dégradation des relations connues entre le Rwanda et l'Ouganda depuis janvier 2019<sup>1</sup> a eu une influence néfaste sur les activités du PCT étant donné qu'une partie de certains produits, y compris les fruits, farines et autres produits vivriers, importés de l'Ouganda transitaient par le Rwanda. L'inaccessibilité de ces produits par les petits commerçants a eu des incidences sur les prix<sup>2</sup>. Sous la médiation des Présidents Angolais et Congolais (RDC), à Luanda, le Président Ougandais et son homologue Rwandais ont entamé des pourparlers pour l'harmonisation des relations entre les deux pays. Les deux ont signé un protocole d'entente lors d'un sommet quadripartite tenu en août 2019. Même si les frontières n'ont pas encore été ouvertes jusqu'à la fin de l'année 2019, un tel protocole est une étape qui donne de l'espoir que les relations seront progressivement normalisées.

Le conflit entre le Burundi et le Rwanda déclenchés depuis 4 ans maintenant, à la suite des accusations réciproques entre les deux pays d'être à l'origine de leur déstabilisation mutuelle, continue à impacter négativement sur la cohésion sociale entre les communautés, la consolidation de la paix et l'intégration régionale entre les pays de la région des grands lacs. Les agriculteurs et les commerçants transfrontaliers ne parviennent plus à échanger librement leurs produits et sont obligés de se cantonner aux marchés locaux. Avant le début de ce conflit entre Kigali et Bujumbura, des échanges des produits vivriers ou d'exportation tels que le haricot, le sorgho, le café, entre les Rwandais et les Burundais étaient intenses et fructueux<sup>3</sup>. En décembre 2018 le Burundi avait exprimé le besoin de la tenu d'un sommet spécial des chefs d'État de la région pour traiter de ce qu'il qualifie de « conflit ouvert » avec son « ennemi » et voisin rwandais<sup>4</sup> mais ce sommet n'a jamais été organisé.

Dans le cadre de la coopération entre la RDC et le Rwanda, il s'est tenue en mai 2019 une réunion bilatérale entre les ministres en charge du commerce extérieur des deux pays. Durant la réunion, les deux parties ont accepté de fournir une liste révisée de produits, ainsi que la taille des entreprises qui bénéficieront d'un commerce transfrontalier exempt d'impôt. La réunion tenue à Kigali visait, entre autres, à examiner l'accord sur le Régime Commerciale Simplifié du COMESA (RECOS/COMESA) signé en 2016 et visant à promouvoir le commerce transfrontalier entre les deux pays et à trouver des moyens de relever les défis identifiés. Ces nouvelles négociations pourraient faire retarder le processus de la mise en œuvre du RECOS qui est primordial pour la facilitation des petits commerçants transfrontaliers dont les femmes en grand nombre. Il est à noter également que la frontière La Corniche connue sous le nom de Grande Barrière entre la RDC et le Rwanda, a commencé à fonctionner comme un poste frontière unique/ One Stop Border Post depuis début

---

<sup>1</sup> <https://www.voafrique.com/a/querelle-diplomatique-entre-le-rwanda-et-l-ouganda-/4814408.html>

<sup>2</sup> <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20191031-accord-crise-rwanda-ouganda-prix-frontiere>

<sup>3</sup> <https://fr.africanews.com/2019/01/26/le-conflit-entre-le-burundi-et-le-rwanda-affecte-les-agriculteurs/>

<sup>4</sup> <https://www.jeuneafrique.com/680116/politique/burundi-nkurunziza-exige-un-sommet-regional-sur-le-conflit-ouvert-avec-son-ennemi-rwandais/>

décembre 2019. L'objectif est d'améliorer le commerce grâce à une circulation efficace des marchandises, des personnes et des services.

Il est à noter aussi que l'épidémie Ebola qui s'est déclarée depuis août 2018 dans les provinces de l'Est de la RDC dont particulièrement la ville de Goma a été touchée créant ainsi les psychoses dans toutes les villes de mise en œuvre du projet. Les autorités du Burundi et du Rwanda ont ainsi augmenté les mesures de sécurité à travers des procédures sanitaires aux frontières. Ce qui eut une incidence sur le temps de la traversée aux frontières (plus allongé) ; les frontières de Goma – Gisenyi et Bukavu – Kamembe avaient même été fermées à certains moments et certaines personnes originaires des zones touchées par l'épidémie se sont vu refuser de franchir les frontières vers le Rwanda. Ceci a constitué un frein énorme qui a eu des retombées sur la traversée des FPCT et l'exécution des activités du projet Mupaka Shamba Letu<sup>5</sup>.

En vue de prévenir la contamination des staffs Alert, des partenaires et des bénéficiaires, Alert en se conformant aux mesures de préventions contenu dans son plan de sécurité a décidé un arrêt provisoire des activités pouvant rassembler les gens durant la période de juillet à août 2019. Ainsi, les formations, les rencontres des GD et les descentes sur terrain prévues dans le cadre du projet ont été suspendues pendant cette période causant des retards d'un certain nombre d'activités et perturbant le chronogramme de 2019.

## 4. Activités Clés

### Phase de démarrage

La phase de démarrage a été réalisée de janvier à juin 2019 comme alors qu'elle était planifiée de janvier à mars 2019 dans le chronogramme. Vu les activités planifiées pour poser les bases solides en vue de rendre effectif la mise en œuvre du projet, qui ont nécessité plus de temps, elle a été réalisée durant 6 mois. Cette phase a inclus les activités suivantes : le recrutement de staff, la traduction de tous les documents de projet de l'anglais en français, la sélection et l'évaluation des partenaires, le développement du plan de S&E de projet, le développement des outils pour la collecte des données selon le cadre logique et base des données Kobo, l'étude de base, l'évaluation environnementale, l'atelier de démarrage avec les partenaires, la formation sur « *Business for Peace* » et la première réunion de Comité de Pilotage. L'équipe a aussi fait le premier atelier pour passer en revue les documents de projet inclus le cadre logique, développer le plan de travail, et identifier les sites d'intervention spécifique à chaque frontière. Un rapport de démarrage a été produit et partagé avec le bailleur le 15 Avril 2019 (*voir rapport de démarrage projet MSL en annexe 1*).

La mise en œuvre des activités proprement dites a commencé en juillet 2019 après la signature des accords de partenariat et le transfert des fonds aux partenaires.

---

<sup>5</sup> <https://www.jeuneafrique.com/814909/societe/ebola-en-rdc-baisse-drastique-des-flux-a-la-frontiere-avec-le-rwanda/>



L'équipe de Mise en œuvre du projet MSL Alert International et des 8 Partenaires lors de l'atelier de démarrage du projet MSL à Goma en RDC, Avril 2019. Photo : Narcisse Zihindula, International Alert.

**Résultat 1 : D'ici la fin du projet, dans les zones frontalières visées, les dynamiques liées au genre entre petites commerçantes transfrontalières et leur époux sont plus inclusives et permettent aux femmes d'avoir une plus grande influence et de prendre des décisions dans leur foyer.**

Le premier résultat du projet vise la création d'un environnement favorable pour les FPCT afin de renforcer et d'utiliser leur influence au sein de leurs ménages et de leurs communautés, en s'attaquant aux normes socioculturelles qui placent les hommes dans une position de pouvoir sur les femmes dans le ménage et les communautés.

### Effets et impact

Les changements obtenus au niveau du premier résultat du projet grâce aux GD FPCT commence à se faire sentir. Ces rencontres ont permis aux FPCT de comprendre l'importance de la communication dans les relations interpersonnelles. La communication participe au développement du conflit comme elle est un moyen de délimiter ou étendre celui-ci, de l'aggraver ou de le résoudre. Une FPCT membre d'un GD ayant

intégré les notions de confiance et de confidentialité a décidé de ne plus divulguer les secrets ou les informations confidentielles de son ménage ou de son entourage pour ne plus être une source de problème.

L'augmentation de l'estime de soi est considérée comme important dans la vie des FPCT comme témoigne Mme Christine Njalikuli, membre d'un GD de Bukavu : « Nous subissons le mépris de notre entourage (nos voisins, nos époux, nos autorités aux frontières...) et nous avons toujours tendance à croire que ces personnes ont raison parce que nous même nous n'avons pas confiance en nous même. Il est important dans la vie d'avoir confiance en soi et éviter le complexe d'infériorité ». Les FPCT commencent à se sentir sûr d'elles même et à reconnaître leur contribution au bien être de leur famille.

Par ailleurs, les FPCT perçoivent aussi le programme d'alphabétisation comme une opportunité d'augmenter leur estime de soi, ce qui a un impact sur la confiance pour prendre la parole au sein de leurs GD et de leurs communautés. Madame Francine Nyamukuru, femme petite commerçante de Rusizi témoigne : « Avant ce programme d'alphabétisation, j'étais analphabète totale et j'avais peur de discuter avec les personnes alphabétisées parce que je me considérais inférieure à elles. Aujourd'hui, je n'ai plus peur. Je suis devenue capable de lire et écrire mon nom, mon numéro de téléphone et d'autres mots ».

Pour atteindre ce qui est repris ci-dessus, durant cette première année, les activités ci-dessous ont été réalisées.

### **Activité 1.1. : Recherche action participative – le développement d'un « scorecard » sur l'autonomisation « empowerment »**

L'étude a permis aux différentes parties prenantes qui y ont pris part (FPCT, Epoux, etc.) d'avoir une compréhension contextualisée de l'autonomisation des femmes ainsi que d'établir les données de base de la première année pour chaque site. L'autonomisation de la femme est un terme qui est vécu de différentes manières dans les sites de mise en œuvre du projet MSL dépendamment du contexte local et de la dynamique des relations genre au niveau local. Ainsi les indicateurs décrivant une femme autonome ont été différents selon les sites ou pays pour la plupart de fois mais des éléments d'intersection ont été notés et mis ensemble pour constituer les indicateurs de référence pour tous les sites qui étaient :

- Le sens de la dignité ;
- Le choix de faire et de déterminer ses choix (choisir ce qu'elle veut faire et suivre ses ambitions sans avoir besoin d'une approbation de la part d'une tierce personne) ;
- Le droit d'avoir les ressources et les opportunités (par exemple le droit de travailler, d'avoir des amis (amies), le droit d'accès à l'internet...) ;
- Le droit d'avoir le contrôle sur sa propre vie, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du foyer (par exemple le droit de se déplacer quand on en a besoin sans le consentement de qui que ce soit ou encore briguer un poste de prise de décision si elle en a la capacité et les moyens sans que quelqu'un d'autre décide à sa place) ;
- La capacité d'utiliser les ressources et opportunités pour influencer le changement social afin de créer un ordre économique et social plus juste nationalement et internationalement (par exemple participer aux activités de développement local et réunion communautaires ou encore familiales, utiliser son revenu ou encore ses relations pour le bien de sa communauté...).

Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019)  
International Alert

L'autonomisation étant un processus difficile, le projet a voulu mieux comprendre ce concept dans le cadre de l'accompagnement et de renforcement des capacités des FPCT. A travers un processus participatif avec les FPCTs, leurs époux et les membres des communautés dans lesquelles elles vivent, le projet MSL a développé un « scorecard » (tableau de bord) spécifique au contexte, avec des indicateurs spécifiques au contexte de chaque site du projet, qui seront utilisés pour mesurer les impacts socio-économiques d'autonomisation des femmes tout au long du projet.

Après la finalisation de la sélection des FPCT bénéficiaires dans tous les sites du projet et après l'élaboration de la méthodologie en interne pour conduire ce scorecard, un consultant avait été recruté au courant du dernier trimestre de 2019 pour appuyer l'équipe du projet et des partenaires dans l'élaboration des scorecard d'autonomisation des femmes dans les 8 sites du projet, renforcer les capacités des partenaires et des bénéficiaires dans la collecte des données annuelles du scorecard, collecter les données de base pour la première année du projet et mettre en place des outils de collecte des données régulières sur le niveau d'autonomisation des femmes appuyées dans le cadre du projet MSL.



*FPCT de Gatumba au Burundi réunis en focus group de discussion lors de la définition des indicateurs avec les FPCT de Gatumba au Burundi, Novembre 2019, Photo Patient Keenja, Consultant indépendant.*

L'étude a été menée en utilisant la méthodologie de Everyday Peace Indicator (EPI) auprès des 448 personnes dont 224 bénéficiaires du projet et 224 du groupe de contrôle. Ce qui donne un total de 56 personnes par zone transfrontalière composé de 17 femmes (FPCT) et 11 hommes (époux) bénéficiaires du projet ainsi que 17 autres femmes (FPCT) et 11 hommes autres (époux) non bénéficiaires du projet qui ont constitué le groupe de contrôle.

Pour arriver à bien définir les clés sur l'autonomisation des femmes en prenant compte les réalités locales et le contexte de chaque zone frontalière, la méthodologie d'EPI qui consiste produire des indicateurs quotidiens de concepts difficiles à mesurer tels que la paix, la réconciliation, la gouvernance et l'extrémisme

violent. En s'associant avec des partenaires locaux, EPI travaille avec les communautés pour produire ces indicateurs. En utilisant des méthodes de recherche participatives, EPI utilise des groupes de discussion pour identifier les indicateurs que les communautés utilisent pour évaluer les changements de la paix et les conflits dans leur localité. Ces indicateurs peuvent ensuite être utilisés pour concevoir, suivre et évaluer des interventions externes. Le choix des indicateurs aide à révéler les priorités de la communauté et la manière dont les communautés voient leurs propres expériences.

En outre, l'approche des indicateurs de la paix au quotidien s'efforce d'influencer des débats plus larges sur la mesure de concepts difficiles à mesurer et vise à développer un système complémentaire aux baromètres et index top-down standard en influençant les débats sur la formation de concepts et la mesure quantitative<sup>1</sup>.

Cette méthodologie a été adaptée dans le cadre de l'autonomisation pour permettre aux femmes de chaque région frontalière de définir les indicateurs spécifiques pour mesurer l'autonomisation des femmes se basant sur leurs expériences au sein des ménages et de la communauté (*voir Rapport scorecard d'autonomisation des femmes en annexe 2*).

### Activité 1.2: Groupes de dialogue avec de nouveaux groupes des FPCTs

Les GD des FPCT sont des groupes de discussion et de mobilisation au niveau communautaire que Alert a expérimenté dans nombreux projet dont le précédent projet Tushiriki Wote avec les FPCT de la RDC, du Rwanda et du Burundi. Ce sont des structures inclusives et représentatives de toutes les catégories sociales, tribales, etc. se trouvant dans les 8 sites dans lesquels le projet MSL est mis en œuvre. Ces groupes offrent un forum pour renforcer la confiance, la compréhension et l'interdépendance entre les femmes des communautés divisées et les différents groupes ethniques à la frontière. En se réunissant régulièrement avec le même groupe sur une période prolongée, elles créent des relations personnelles et un espace sûr dans lequel discuter de leurs préoccupations au sein de leurs communautés, comment leur expérience du genre et des conflits en tant que femmes commerçantes pourrait différer de celle des autres femmes et des hommes, et discuter des façons dont elles - en tant que groupe - peuvent influencer des changements plus larges au sein de la communauté pour apporter une plus grande paix et la stabilité. Au fil du temps, les femmes commerçantes acquièrent une meilleure compréhension des défis auxquels les autres femmes de leur communauté et d'autres communautés auxquelles elles n'entrent pas souvent en contact et des points communs auxquels elles partagent. Ce qui est discuté dans les dialogues est déterminé par les participants eux-mêmes, ce qui leur permet d'utiliser cet espace pour aborder les questions qu'ils jugent les plus importantes pour eux, mais aussi pour s'approprier le dialogue avec d'autres femmes de la communauté.

A travers ces groupes de discussion, le projet veut remettre en question les normes socio-culturelles qui perpétuent les inégalités de genre. Les partenaires ADPD, GEL, LAV, SOFIBEF, AFRAU, CEJP et FVA ont établi 32 GD des FPCT à raison de 4 groupes par site frontalier entre septembre et octobre 2019. Ces groupes sont structurés suivant certains critères tels que l'inclusivité, l'état civil, le respect d'une certaine tranche d'âge, le niveau différent d'alphabétisation, l'appartenance à des communautés divisées et des origines ethniques ou tribales différentes.

Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019)  
International Alert

Le processus de mise en place des GD a pris plus de temps que prévu étant donné que le processus d'identification et de sélection des FPCT dans les différents sites devait d'abord se clôturer en vue de se rassurer que les groupes mis en place prennent en compte les différents critères d'inclusivité au sein des groupes tels que voulu par le projet en vue de promouvoir la cohésion sociale entre les membres provenant des différents groupes et catégories sociales. La phase de sélection des bénéficiaires a été terminée en août 2019.

Aussi, pour arriver à démarrer les GD des FPCT, un manuel de formation genre avait été élaboré en se servant du curriculum genre qui avait été utilisé dans le projet Tushiriki Wote en faveur des étudiants mais qu'il fallait adapter pour être utilisable par les FPCT et les époux lors des rencontres des GD et des sessions mixtes.

Chaque groupe est composé de 25 personnes. Les groupes de dialogue tiennent chacune entre 1 à 2 rencontres par mois, facilitées par les animateurs/animateuses des organisations partenaires. Avec le temps (3 à 6 mois des rencontres des GD), les facilitatrices locales élues par les autres FPCT au sein même de leurs groupes de dialogue vont animer les rencontres avec l'appui des animateurs/animateuses.



Les FPCT en Réunion de GD à Kamanyola en RDC sous la facilitation de l'animatrice de LAV, Kamanyola, Novembre 2019, Photo Narcisse Zihindula, International Alert



## Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019) International Alert

Les réunions des GD durent de 2 à 3 heures maximum. Elles se tiennent sous forme de débats- discussions basées sur les dimensions genres sous sept principaux thématiques notamment la communication égalitaire, les masculinités/féminités-analyse des normes et rôles de genre, les rapports de pouvoir, les dynamiques de conflit, le leadership, la négociation raisonnée, la cohésion sociale et la consolidation de la paix. Un manuel de formation qui aborde ces thématiques fut développé (*Curriculum Genre en annexe 3*) en fonction des besoins et intérêts des FPCT.

Pour la première année, les 32 groupes dialogue ont eu un total de **786 FPCT membres** dont 386 en RDC, 300 au Rwanda et 100 au Burundi et ont organisé un total de **95 rencontres** qui ont portées sur la communication égalitaire.

Une formation de formateurs a été organisé à l'intention des animateurs/trices et des chargés de projet des ONG partenaires sur les techniques de facilitation, d'animation et l'utilisation du manuel de formation sur le genre. La formation a eu lieu à Uvira en août 2019 et a connu la participation de 21 participants dont 10 femmes venues des organisations partenaires du Sud Kivu en RDC, du Rwanda et du Burundi. L'un des résultats clé à l'issu de cette formation était que chaque partenaire applique cette même formation pour renforcer les capacités des facilitateurs locaux identifiés. C'est ce qui a été fait à Bukavu, Kamanyola, Rubavu, Rusizi. Ceci était fait en fonction du niveau de confiance atteint par les membres du groupe enfin de leur permettre de se choisir les facilitatrices internes entre elles, ce qui fait que dans les autres sites ceci sera fait au début de l'année 2.

### Activité 1.3 : Groupes de dialogue avec les époux des nouvelles FPCTs

Afin que les femmes commerçantes bénéficient de relations plus égales au sein du ménage et gagnent le respect et la crédibilité pour le travail qu'elles font, et qu'elles puissent avoir la possibilité d'influencer la prise de décision dans le ménage, les époux des femmes membres des GD FPCT constitués ci-dessus ont été sensibilisés à se constituer en des GD avec les conjoints des FPCT afin qu'elles comprennent et apprécient mieux l'importance de l'égalité d'accès au pouvoir à la maison.

Les partenaires ADPD, GEL, LAV, SOFIBEF, AFRAUB, CEJP et FVA ont effectué une sélection de 480 époux/partenaires des FPCT bénéficiaires du projet sur base de quelques critères prédéfinies ensemble par les partenaires et l'équipe du projet lors de l'atelier de démarrage du projet dont : (i) être époux d'une femme issue d'un groupe de dialogue, (ii) manifester la volonté de faire partie du groupe de dialogue pour les époux, (iii) n'avoir jamais participé au groupe de dialogue, (iv) être disponible et stable dans le milieu pendant toute la période de la mise en œuvre du projet, ceci sur base d'un questionnaire qui avait été conçu par l'équipe de de suivi évaluation et du projet et appliqué aux époux des FPCT. Les 480 époux ont commencé à être structuré en GD depuis novembre 2019. Il est prévu deux groupes par site soit 16 GD. Chaque groupe est composé de 30 hommes. Les GD tiennent chacune entre 1 à 2 rencontres par mois, facilitées par les animateurs/animatrices des organisations partenaires. Le partenaire utilise aussi le manuel de formation sur le genre pour animer les séances.

## Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019) International Alert

A Bukavu, le partenaire GEL a déjà structuré les 2 GD des époux des FPCT. A Rubavu, Rusizi et Bugarama, les époux des FPCT ont été structurés en 2 groupes de 30 personnes sur chaque site.

Durant l'année, il y eut 4 rencontres pour chaque GD des époux des FPCT. Au cours de l'année du projet, au total, il y a eu 16 rencontres ont été tenues par 8 GD dont les discussions se sont concentrées sur les séances de la thématique 1 : communication égalitaire, séances 1 et 2 du Curriculum Genre.

Dans certains sites, suite à la fin tardive de l'identification et de la constitution des bases des données des époux, les rencontres proprement dites des GD des époux n'ont pas commencés durant cette première année.

### **Activité 1.4 : Résolution des conflits au sein des ménages à travers les groupes de dialogue entre les nouvelles FPCTs et leurs époux**

Cette activité va débiter au courant de l'année 2 tel que prévu par le projet une fois qu'il y aura au moins 6 rencontres tenues par chaque GD des FPCT et au moins 3 rencontres tenues par les GD des époux enfin de permettre que les discussions soient équilibrées dans ces rencontres mixtes. Le but de ces séances de dialogue mixte est d'avoir un espace facilité pour soulever des questions et des questions qui ont été soulevées autour du conflit entre les conjoints dans le ménage et la meilleure façon d'encourager une dynamique plus transformatrice et positive qui permettent aux femmes plus d'une voix dans la prise de décision. Avoir ces échanges dans un espace de groupe facilité permettra l'échange d'idées et la compréhension entre les différents couples.

### **Activité 1.5 : Alphabétisation de nouvelles FPCTs sélectionnées**

Les données de l'étude baseline du projet et de l'identification des FPCT bénéficiaires du projet a démontré un degré élevé d'analphabétisme dont plus de la moitié d'entre elles n'ont pas franchi le cycle primaire. En conséquence, les femmes commerçantes sont moins en mesure d'accéder aux ressources économiques et aux opportunités qui s'offrent à elles et de provoquer un changement dans les relations de pouvoir. Il s'agit également d'un obstacle majeur à leur engagement dans le débat et le dialogue ainsi que sur la manière de renforcer leurs liens avec les institutions politiques et commerciales au niveau local, provincial, national et régional.

Pour remédier à cette situation, Alert et le partenaire CAU, qui est l'organisation en charge de la mise en œuvre des activités d'alphabétisation dans tous les 8 sites du projet en RDC, au Rwanda et au Burundi, a effectué une évaluation des besoins d'alphabétisation des FPCT dans chaque site offriront un programme de formation de base en littératie à un groupe restreint de femmes commerçantes et membres d'associations transfrontalières. CAU suit un modèle d'alphabétisation conscientisant. Les responsables de cours rendent visite aux apprenantes dans leurs quartiers, où les membres du cercle d'apprentissage se relaient pour offrir un espace pour la classe dans leurs maisons.

Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019)  
International Alert

L'alphabétisation conscientisant, différemment de l'alphabétisation classique repose sur une relation égalitaire entre l'intervenant(e) et l'apprenante afin d'encourager l'émergence des capacités critiques, et donc transformatrices de la réalité des FPCT. Ce type d'alphabétisation prend en compte la maturité, l'occupation, l'état social, bref une réalité individuelle dans le processus d'apprentissage des FPCT.



Les FPCT membres du Cercle d'Alphabétisation de Bugarama au Rwanda, Kamanyola, septembre 2019, Photo Collectif Alpha Ujuvi.

L'activité d'alphabétisation a suivi différentes étapes :

- L'identification des besoins d'alphabétisation dans les GD des FPCT couplée avec par le ciblage de 8 alphabétiseurs (2 hommes et 6 femmes) résidents dans les localités et des lieux d'apprentissage.
- La conception des modules et du matériel didactique pour les formateurs et les apprenant(e)s. Il s'agit des livres et des fiches pour les alphabétiseurs, les cahiers pour les apprenantes et des boîtes à images adaptés aux besoins des apprenant(e)s sur les thèmes de la ccohabitation pacifique, genre, gouvernance, éducation financière.
- La formation des alphabétiseurs et superviseurs sur l'alphabétisation conscientisant et l'éducation financière du 15 au 20 juillet 2019 à Bukavu. 17 personnes ont pris part à cet atelier dont 8 hommes et 9 femmes (8 alphabétiseurs, 2 superviseurs, 4 formateurs (y compris le chargé de projet), 1 coordonnateur régional et 2 staffs Alert). L'équipe d'Alert était représenté par la chargée de projet principale du projet MSL et l'assistante M&E du Sud Kivu.

Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019)  
International Alert

- La mise en place des 8 cercles d'alphabétisation entre octobre et novembre 2019 à Goma, Rubavu, Rusizi, Kamanyola, Bugarama et Gatumba, Uvira et de Bukavu. Un alphabétiseur est affecté à chaque site du projet pour conduire les séances d'alphabétisation.

**196 femmes petites commerçantes transfrontalières** ont bénéficié des séances d'alphabétisation et malgré le début tardif, au cours du mois d'octobre, novembre et décembre, les alphabétiseurs ont quand même réalisé **192 séances** sur **576 séances** prévues la première année, **soit plus de 30%**. Les séances restantes seront poursuivies et clôturées pendant le premier semestre de l'année 2 avant de commencer le deuxième niveau.

**Résultat 2: Les femmes petites commerçantes transfrontalières disposent de ressources économiques plus importantes, et ont les compétences pour user de ces ressources pour plaider pour une plus grande cohésion sociale et une plus grande coopération régionale.**

A travers ce résultat, le Projet MSL a appuyé les 800 FPCT avec lesquelles nous travaillons dans les GD afin d'avoir un meilleur accès au pouvoir économique, y compris les ressources, l'information et le capital, qu'elles pourront utiliser pour améliorer leurs moyens de subsistance et plaider en faveur d'une plus grande coopération régionale d'ici la fin du projet. Ce résultat vise à i) accroître le pouvoir économique des FPCT à travers la facilitation de l'accès aux ressources et la capacité d'utilisation et de gestion des ressources et de leurs activités économiques ; ii) renforcer l'influence des femmes commerçantes au sein de leurs familles et de leurs communautés et iii) améliorer le niveau de confiance et compréhension entre les FPCT de différents milieux, communautés ou catégories sociales.

### Effets et impact

Pour ce résultat, cette première année a été particulièrement mise à profit pour la mise en place des bases solides de notre approche de renforcement et autonomisation économique des FPCT et de s'assurer que les partenaires de mise en œuvre et les bénéficiaires comprennent la logique du projet : notamment les liens entre la cohésion sociale et les AVEC/ développement économique.

La formation sur la cohésion sociale au sein des AVEC a permis d'améliorer les capacités des partenaires sur l'accompagnement des AVEC pour améliorer la cohésion sociale entre les membres issus des communautés différentes. Les connaissances des participants sur l'accompagnement des AVEC pour la cohésion sociale ont été ainsi améliorées, les participants sont ainsi confiants de pouvoir accompagner la mise en place des AVEC en mettant en exergue la cohésion sociale entre les membres.

Suite à la formation sur l'approche *Business for Peace* les partenaires ont souligné l'efficacité pédagogique de cette formation. Ils ont acquis les compétences visées par les objectifs de la formation. « *Au début je me demandais comment est-ce que cette approche Business for Peace sera implémentée à travers le projet car je ne voyais pas comment est-ce que les FPCT aller apporter la paix dans la région des grands, maintenant je suis confiant que ça peut marcher !* », a déclaré une participante. Ils sont plus confiants pour organiser à leur tour les formations des leaders des coopératives et des associations des FPCT enfin de planifier ensemble les actions de plaidoyer *Business for Peace* au niveau de leurs frontières et auprès des autorités locales, provinciales et nationales.

Une analyse des conflits réalisée à l'occasion de la formation sur le *Business for Peace* a révélé la nécessité de prendre en compte les différentes diversités et de rendre les coopératives de commerçantes transfrontalières plus inclusives, ce qui conduira à la cohésion sociale. Le résultat issu de cette formation est

qu'une coopérative des femmes commerçantes transfrontalières à Bugarama a pris l'engagement d'intégrer dans leurs règlement interne l'instauration du comité de résolution de toutes les formes de conflits entre les membres eux-mêmes et au sein du réseau d'entreprises.

La cartographie des coopératives et des associations a permis au projet d'identifier les forces, les faiblesses du travail des FPCTs, les besoins en renforcement des capacités de gestion de leurs organisations, les perspectives de développement ainsi que les opportunités renforcer la cohésion et la paix entre les communautés à travers le réseautage.

Pour cette première année, les activités ci-dessous ont été réalisées.

### **Activité 2.1. : Renforcement de la cohésion sociale à travers les AVEC**

Généralement, les AVEC, dans leur conception classique, sont constituées des personnes qui se choisissent librement sur base de leur affinités, liens familiaux, proximité, etc. Il s'agit donc des personnes qui ont des liens de cohésion solide.

Différemment de l'approche classique de mise en place des AVEC, le projet MSL a soutenu la mise en place d'un réseau des AVEC à partir des GD des FPCT mis en place à travers le résultat 1. En effet, le GD sont des forums pour renforcer la confiance, la compréhension et l'interdépendance entre les femmes des communautés divisées et des origines ethniques ou tribales différentes.

En se réunissant régulièrement avec le même groupe sur une période prolongée, les membres des GD créent entre elles des relations personnelles et un espace sûr pour discuter de leurs préoccupations au sein de leurs communautés, discuter des moyens par lesquels ils peuvent, en tant que groupe, influencer des changements plus larges au sein de la communauté afin d'apporter plus de paix et de stabilité.

Après l'installation et le fonctionnement des GD entre septembre et octobre 2019 (voir activité 1.2 ci-dessus), une formation a été organisée à Goma en novembre 2019 en faveur de 24 staffs des partenaires et du projet MSL (13H et 11 F). Durant cinq jours les participants ont amélioré leurs capacités sur la manière de mettre en place des structures de gestion inclusives et des processus de planification participatifs pour contribuer à la consolidation de la paix à travers les AVEC (*voir Rapport de formation sur la cohésion sociale à travers les AVEC en annexe 4*).

Après cette formation les partenaires AFRABU, CEJP, FVA, GEL, LAV et SOFIBEF ont commencé le processus de mise en place des AVEC à partir des GD afin de renforcer le pouvoir économique des FPCT et surtout la cohésion sociale au sein du groupe. Dans chaque site (frontière) nous avons 4 GD et donc 4 AVEC sont en cours de constitution depuis le mois de décembre 2019 (réunions introductives, sensibilisation, achats des outils de gestion, etc.).

Dans les sites de Bukavu, Kamanyola et Uvira en RDC, Rubavu, Rusizi et Bugarama au Rwanda et Gatumba au Burundi, les membres des GD qui ont été sensibilisés à l'intérêt de se grouper en AVEC pour leur permettre d'augmenter leurs épargnes et pouvoir accéder aux crédits ont formé 4 AVEC sur chaque site qui ont été appuyé chacune avec un toolkits pour leur permettre de bien gérer leurs épargnes ainsi que gérer les crédits. Au total 28 AVEC ont été mis en place. A Goma, les AVEC n'ont pas été mis en place à cause de l'incident qu'a connu le partenaire ADPD et qui a obligé à Alert de suspendre les activités mises en œuvre par le partenaire (*voir Rapport d'incident partenaire ADPD en annexe 5*).



*Les staffs des partenaires de mise en œuvre et de Alert lors de la formation sur la cohésion sociale au sein des AVEC à Goma en RDC, Goma de Bugarama au Rwanda, Kamanyola, novembre 2019, Narcisse Zihindula, International Alert.*

Ces AVEC qui vont démarrer les cotisations au premier trimestre de 2020 auront ainsi une double mission, la mission économique et la mission sociale. Elles se réuniront 4 fois par mois chacune pour effectuer les activités économiques liées au fonctionnement de leur AVEC mais aussi discuter des événements sociaux qui ont eu lieu dans leurs groupes ou communautés et trouver les moyens d’y intervenir en cas de nécessité.

### **Activité 2.2. : Soutien au processus d'organisation et de structuration des nouvelles petites commerçantes transfrontalières en coopératives**

En vue d’appuyer l’autonomisation des FPCT, le projet vise à amener les acteurs économiques à interagir davantage à travers le réseautage et plus de coopération pour travailler ensemble afin de promouvoir une plus grande cohésion sociale, la coopération régionale et la paix dans la région. Il vise aussi à appuyer les FPCT et les responsables des douanes et des frontières à comprendre et avoir accès à la législation et aux procédures en matière de commerce transfrontalier ; afin de plaider pour une plus grande cohésion sociale, la coopération régionale et la paix.

Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019)  
International Alert

Étant donné que des coopératives existent déjà dans les sites de mise en œuvre du projet et dans les différentes filières des produits commercialisés par les FPCT (légumes, poissons, volailles, viandes, farine, etc.), Le projet n'a pas mis en place de nouvelles coopératives. L'équipe du projet en collaboration avec les partenaires ont réalisé la cartographie pour l'identification des coopératives et associations plus viables en RDC, au Rwanda et au Burundi, qui ont enregistré des performances majeures par rapport à d'autres. C'est eux qui vont enregistrer les nouvelles FPCT comme membre de leurs structures pour que les anciens membres puissent encadrer leurs consœurs et leur faire profiter de leurs expériences et expertises. En RDC et au Burundi, la cartographie a porté sur les associations et les coopératives tandis qu'au Rwanda elle a porté sur les coopératives car elles sont les seules qui sont autorisées à fonctionner au détriment des associations selon la stratégie du gouvernement. Cet exercice de la cartographie a été procédé en utilisant la méthodologie mixte comprenant le diagnostic institutionnel des coopératives, les discussions en groupes (FGDs) parmi les membres des coopératives enquêtées et l'interview des personnes ressources.

En RDC au total 13 coopératives et 37 associations ont été diagnostiquées, 79 membres de ces structures (dont 29 H et 50 F) ont participé aux FGD, 5 autorités locales, 15 officiels œuvrant aux frontières, 8 membres des Bureau d'Information Commerciale (BIC) du COMESA et 4 responsables des Institutions de Microfinance (IMF) ont été interviewés. Après analyse et traitement des données collectées lors de cette étude, 5 coopératives (dont 2 à Goma, 2 à Bukavu, 1 à Uvira) ainsi que 14 Associations (3 à Goma, 3 à Bukavu, 4 à Kamanyola, 4 à Uvira) ont été identifiées et présélectionnées pour bénéficier de l'accompagnement du projet. Parmi les associations retenues, 4 plateformes regroupant les associations des petits commerçants transfrontaliers (ACT) ont été aussi retenus à Bukavu, Goma, Kamanyola, Uvira. A Kamanyola, une des zones qui n'avait pas été pris en compte par le projet Tushiriki Wote aucune coopérative regroupant les FPCT n'a été trouvée ; c'est pourquoi le projet envisage un accompagnement des FPCT appuyées dans le projet pour se structurer en coopérative (*voir Rapport de Cartographie des Coopératives des FPCT en RDC et au Burundi en annexe 6*).

Au Rwanda 16 coopératives des FPCTs ont été diagnostiquées, 45 membres des coopératives dont 36 FPCTs et 9 hommes ont participé aux FGDs. 5 responsables des banques offrant des services de microfinances et des IMFs, le chargé de l'information de COMESA à Rubavu et 3 border managers de Rubavu, Rusizi et Bugarama ont été interviewés. Il est à noter que certaines coopératives qui ont fait partie de la cartographie au Rwanda avaient quelques hommes au sein de leurs comités, ceci étant une volonté délibérée des coopératives qui assurent de manière autonome leur gestion.

Les résultats de cet exercice ont permis de retenir 9 coopératives ; 3 coopératives pour chacun de 3 sites du projet (*voir Rapport de Cartographie des Coopératives des FPCT au Rwanda en annexe 7*).

Au Burundi l'étude a porté sur 1 coopératives et 9 associations ont été diagnostiquées, 22 membres de ces structures (dont 1 H et 21 F) ont participé aux FGD, 1 autorités locales, 5 officiels œuvrant aux frontières 2 membres du BIC et 1 responsable d'une IMF ont été interviewés. L'analyse et le traitement des données collectées lors de cette étude, 1 coopérative et 4 associations ont été identifiées et présélectionnées pour bénéficier de l'accompagnement du projet à Gatumba au Burundi (*voir Rapport de Cartographie des Coopératives des FPCT en RDC et au Burundi en annexe 6*).



*Les représentantes d'une association des FPCT de Kamanyola lors de la cartographie des Associations et Coopératives des FPCT à Kamanyola en RDC, Kamanyola, juillet 2019, Photo Luc Amani, International Alert.*

Durant l'année 2, les 800 nouvelles FPCT accompagnées dans le cadre du projet MSL seront encouragées à travers les séances de sensibilisation qui seront menées par les leaders des structures retenues par cette étude afin de les amener à adhérer dans ces coopératives. Au stade actuel l'équipe du projet et les partenaires ont entamé les discussions avec les coopératives en vue d'établir une stratégie qui permettra de faciliter l'adhésion des FPCT au sein de ces coopératives.

### **Activité 2.3. : Travail avec les institutions de microfinance pour le développement de produits accessibles aux petites commerçantes transfrontalières**

Pour arriver à rendre accessible par les FPCT, le projet travaillera avec les structures offrant les services de microfinance (Banques, Coopératives d'Épargne et de Crédit/COOPEC et IMF) dans les 8 sites du projet. Cette activité est planifiée pour l'année 2 du projet mais dans le but de bien préparer celle-ci, des contacts ont été effectués avec les partenaires stratégiques en vue d'identifier une stratégie de collaboration autour du travail avec les IMF.

En RDC 3 réunions ont été organisées avec les partenaires GIZ/ Projet Promotion de la Finance Inclusive (PROFI) et UNDCF/Projet ACTIF. Dans le cadre du projet Tushiriki Wote, une collaboration entre Alert et le Programme PDSF de la GIZ a permis à l'IMF SMICO de mettre en place des produits financiers adaptés aux besoins des FPCT de Goma.



## Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019) International Alert

Cette même expérience, ayant donné des résultats satisfaisants sera capitalisée dans ce nouveau projet MSL. C'est ainsi que les contacts ont été établis avec la GIZ à travers un nouveau programme nommé PROFI lancé en juin 2019. Ces échanges ont permis d'identifier deux structures de microfinance avec lesquelles le projet MSL va collaborer dans la mise en place des produits financiers adaptés aux FPCT dont la COOPEC CAHI et l'IMF SMICO.



The screenshot shows the website for SMICO (Epargne & Crédit) with the 'Crédit Pamoja' product page. The navigation menu includes ACCUEIL, INSTITUTION, PRODUITS & SERVICES, MEDIA, CARRIÈRE, and CONTACT. The main content area features a large image of a woman at a market stall with the text 'Crédit Pamoja' and 'Grâce à notre accompagnement, augmentez vos revenus !'. To the right, there is a description of the credit product and a list of advantages.

**Crédit Pamoja**

Grâce à notre accompagnement, augmentez vos revenus !

Ce crédit est adapté aux très petites entreprises travaillant dans l'informel ou semi-formel et qui sont regroupés ou acceptent de se regrouper en associations de solidarité mutuelle. Il s'agit donc d'un crédit de groupe à caution solidaire avec épargne et éducation financière pour le financement des activités génératrices de revenus.

Avantages:

- Accès facile au crédit sans garantie matérielle, sans grands revenus ni biens de grande valeur mais sur « Honneur »
- Éducation financière offerte aux clients gratuitement
- Partage d'expériences entre pairs
- Renforcement des liens de solidarité entre les membres du groupe
- Échéance allant entre 4 et 6 mois;
- Montant de crédit allant jusqu'à 1000\$ par membre du groupe

Chez SMICO, même les gagnes-petits ont leurs places.

Page web de l'IMF SMICO avec le produit aux groupes mise en place à travers le partenariat tripartite GIZ-SMICO-Alert dans le cadre du projet TuW en novembre 2018, Photo capture écran par Narcisse Zihindula, International Alert

Au Rwanda des visites des Institutions de microfinance et du Business Développement Fund (BDF) ont été effectué à Rusizi et à Rubavu pour discuter des produits financiers qui sont favorables aux FPCT ainsi que les possibilités de collaboration dans la facilitation de ces dernières dans l'accès aux crédits. Les Institutions visités sont Urwego Community Bank, Duterimbere, SACCO Kamembe et Bugarama et SACCO Gisenyi. Les éléments de ces échanges permettront aux partenaires d'évaluer les mécanismes les plus efficaces de travailler avec les IMF dans les districts de Rusizi et Rubavu enfin d'arriver à rendre accessible les produits financiers aux FPCT.

### Activité 2.4. : Soutien aux initiatives locales de plaidoyer *Business for Peace*

L'approche *Business for Peace* est une innovation introduite dans ce projet en vue d'amener les acteurs intervenants dans le PCT à être des artisans de paix dans la région des grands lacs. Cette approche est basée sur l'expérience de plus de 10 ans d'Alert en Ouganda. Un consultant international ayant travaillé dans le développement et l'implémentation de cette approche en Ouganda a été recruté pour appuyer l'équipe dans la conception du module de formation (*voir module de formation B4P en annexe 8*).

## Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019) International Alert

En mars 2019, l'équipe du projet avait établi un certain nombre d'hypothèses découlant de la théorie de changé du projet MSL basés sur la théorie de changement *Business for Peace*. Il s'agit entre autres des hypothèses ci-après :

- Les femmes ont confiance elles-mêmes (capacités et connaissances et leadership) = interaction avec des autres, projeter à l'avenir ;
- L'environnement favorable pour l'autonomisation des femmes (ménage, communauté, région) ;
- Les femmes sont convaincues qu'elles ont un rôle à jouer dans les questions de la paix et la sécurité ;
- L'augmentation des échanges commerciaux entre pays permet l'augmentation de revenus fiscales (taxes et impôts) mais aussi permettent un meilleur accès aux biens et aux services ;
- S'il y a une bonne gouvernance (des ressources et de la sécurité – si on peut trouver des « champions de changement » au sein des autorités et le secteur privé) il y a l'amélioration de bien être ce qui favorise une augmentation de l'investissement et le développement (par le fait de ne pas avoir peur du lendemain).

En juin 2019, un atelier de formation des formateurs a été organisé sur le *Business for Peace* destinée aux coordonnateurs et chargés de projet des partenaires et à l'équipe du projet d'Alert RDC et Rwanda à Bukavu. 24 personnes ont pris part à cet atelier dont 10 hommes et 14 femmes. La formation a porté sur la définition des concepts et généralités, la sensibilité au conflit, la manière de minimiser l'impact négatif et maximiser l'impact positif du projet sur les conflits dans la mise en œuvre de MSL ainsi que le suivi et évaluation sensible au conflit. La formation a été facilitée par la Conseillère Grands Lacs d'Alert qui a aussi participé dans le développement de cette approche.

Après cette formation, les partenaires adapteront le contenu aux leaders des coopératives et des associations sélectionnées lors de la cartographie (sous activité 2.2 ci-dessus). L'objectif est de rassembler les FPCTs, avec lesquelles Alert travaillera par le biais de MSL à travers des coopératives et associations organisées en un groupe d'influence, prônant les changements d'attitudes et des comportements des leaders de la société. Pour y arriver les responsables de ces associations et coopératives sélectionnées doivent suivre différentes formations pour les capaciter sur le commerce transfrontalier et ensuite élaborer ensemble des plans d'actions de plaidoyer commun par site frontalier enfin d'adresser les problèmes les plus récurrents qui sont à l'origine des conflits entre les communautés frontalières d'une part et entre les FPCT et les autorités (officiels des frontières et municipales, nationales et régionales). Ces plans d'actions seront appuyés par le projet à travers des petites subventions prévues pour soutenir les revendications des FPCT (sous l'activité 2.5 prévue à partir de l'année 2).

En RDC, le partenaire LAV a réalisé la formation en décembre 2019 à Kamanyola en faveur des leaders représentant 4 associations et 1 coopérative qui ont été sélectionnées pour être accompagnées dans le projet MSL. Raison pour laquelle, une formation sur le *Business for Peace* en faveur des responsables de ces associations a été organisée au cours de ce troisième trimestre.

Du côté du Rwanda à Rubavu, CEJP a organisé une formation sur le *Business for Peace* en faveur de 28 FPCT représentants des coopératives et des AVEC accompagnées par le projet tandis qu'à Rusizi et à Bugarama la formation a regroupé 64 FPCT représentant des coopératives et AVEC appuyé par le projet

### **Activité 2.5. : Revitalisation et renforcement des associations de commerce transfrontalier existantes afin de développer et mettre en place des plans d'actions**

Cette activité sera réalisée à partir de la deuxième année du projet tel que planifiée.

**Résultat 3 : Les acteurs économiques - incluant les commerçantes transfrontalières et les petites et moyennes entreprises (PME) – interagissent davantage à travers le réseautage et plus de coopération, et travaillent ensemble afin de promouvoir une plus grande cohésion sociale, la coopération régionale et la paix dans la région.**

Une activité de ce résultat était planifiée être organisée au courant du dernier trimestre de l'année 1 (Activité 3.1. Cartographie des PME en lien avec le commerce transfrontalier et leurs opportunités pour contribuer à la consolidation de la paix) mais suite à l'épidémie de Ebola dans la zone elle a été reportée pour l'année 2. Toutes les activités qui suivront cette cartographie avaient été planifiées pour l'année 2 et seront réalisées juste après la production du rapport de cartographie prévues pour le premier trimestre 2020.

**Résultat 4 : les petites commerçantes transfrontalières et les responsables des douanes et des frontières comprennent et ont accès à la législation et aux procédures en matière de commerce transfrontalier ; les commerçantes transfrontalières usent de ces ressources pour plaider pour une plus grande cohésion sociale, la coopération régionale et la paix.**

Malgré des nombreux efforts déployés par les organisations et agences nationales et internationales à renforcer les capacités de structures telles que les BIC du COMESA et les ministères du commerce des provinces, il existe toujours un besoin important de sources alternatives d'informations. La diffusion de ces informations reste extrêmement faible et sont incapables de fournir systématiquement les informations dont les petits commerçants ont besoin. Il est essentiel que les FPCTs aient accès à ces informations pour pouvoir non seulement rendre leurs activités aussi efficaces et efficientes que possible, mais aussi pour que leurs efforts de plaidoyer soient alignés stratégiquement sur les accords et les politiques en vigueur et puissent tirer parti de la dynamique positive dans la mise en œuvre des accords commerciaux au niveau politique.

Durant cette première année, nous avons organisé des séances de sensibilisation sur la législation frontalière applicable aux FPCT au sein d'un nouveau groupe des FPCTs et d'assurer que les nouveaux agents des services frontaliers qui ont pris leurs fonctions après les dernières formations dispensée sous Tushiriki Wote puissent aussi bénéficier de ces informations pour maintenir le même niveau d'information pour tous.

Ces formations permettront de préparer les activités de plaidoyer qui seront conduites par des FPCTs à différents niveaux en vue d'accroître les possibilités et les ressources de collaboration entre les autorités commerciales de part et d'autre des frontières. Ces activités de sensibilisation cibleront les autorités

provinciales, nationales et régionales travaillant sur des questions de commerce et de conflit. Les activités suivantes ont été menées durant cette année.

### Effets et impact

Ces formations en faveur des officiels aux frontières eu gain de cause d'être organisées car la majorité des officiels participants n'étaient pas outillées. Au cours des interventions à la formation il a été noté que certains officiels ne maîtrisaient pas la législation en matière du commerce transfrontalier. Cette formation avait aussi constitué un cadre d'échanges pour les officiels. Eux-mêmes l'ont témoigné que c'est très difficile de rencontrer les officiels à la frontière entrer de discuter sur la législation. Chaque service s'occupe seulement de comment mobiliser les recettes du trésor public.

Pour cette première année, les activités ci-dessous ont été réalisées.

### Activité 4.1 : Formation de nouvelles petites commerçantes transfrontalières sur la législation en matière de petit commerce transfrontalier

#### a. Formation des FPCT sur la législation

En RDC, les partenaires ont organisé 3 formations des FPCT sur la législation du PCT.

**A Uvira** le partenaire SOFBEF a organisé durant le mois de décembre une formation des FPCTs sur la législation en matière du commerce transfrontalier. 30 FPCTs ont bénéficié de cet atelier de formation qui a été facilité par le Point Focal du RECOS au Ministère Provincial du Commerce Extérieur, la DGM et l'OCC. A l'issue de cet atelier, les FPCTs se sont réjouies d'interagir avec le Chef de Poste Principal de la DGM Uvira qui les a encouragées à exposer tous les problèmes qu'elles rencontrent pendant leur traversée en les invitant à dénoncer toutes sortes d'antivaleurs que les officiers de la DGM manifesteraient à leur égard. Les FPCTs quant à elles, après avoir compris les risques qu'elles courent quant à la pratique des fraudes, certaines d'entre elles ont avoué qu'elles ne s'adonneraient plus à cette pratique.

**A Bukavu**, au mois de Novembre 2019 s'est tenue une formation des nouvelles FPCT sur la législation en matière de PCT. Ont participé à cette formation 40 FPCT. Cette formation a été facilitée par les experts désignés par les différents services œuvrant à la frontière et qui ont été formés par les formateurs venant de Kinshasa dans le cadre du Projet de Facilitation du Commerce dans la Région des Grands Lacs.

A l'issue de cette formation, les recommandations ont été formulées :

- Le Service de Quarantaine Animale et Végétale (SQAV) devrait enrichir la collaboration avec les services vétérinaire du Rwanda pour que les Rwandais ne puissent pas amener les viandes impropres à la population congolaise (malgré les services de contrôle à la frontière).
- Les FPCT devraient prendre conscience de ne pas ramener (acheter) les produits impropres à la consommation ; elles doivent savoir que la qualité de produit (santé) de la population ne concerne pas uniquement les services de contrôle.

Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019)  
International Alert

- Que les FPCT commencent à passer elles-mêmes aux différents services pour se renseigner et faire elles-mêmes leur déclaration des marchandises et cesser de se confier seulement aux transporteurs qui se font passer comme des déclarants des douanes et les trompent souvent.
- Que GEL continue avec les formations qui nous mettront toujours ensemble avec les officiels.

**A Kamanyola**, 50 FPCT ont été formées durant 2 jours en novembre 2019 sur la législation et les procédures en matière de petit commerce transfrontalier. Les participants ont été outillés sur la législation et procédures en matière de commerce transfrontalier enfin que les FPCT puissent user de cette capacitation pour plaider pour une plus grande cohésion sociale et la coopération régionale. Les formateurs professionnels, deux Inspecteurs, sont venus de la DGM et de la DGDA, après demande de requête adressée à leur hiérarchie.

La formation a constitué un cadre de prise de connaissance entre les FPCT et les formateurs officiels et par conséquent elles se sont engagées à commencer à passer elles-mêmes dans les différents bureaux pour la déclaration des leurs marchandises.

Les thèmes développés au cours de ces ateliers de formation ont touché les points sur : le fonctionnement des postes frontaliers, les services œuvrant légalement aux frontières en RDC, les défis et défis et perspectives de gestion des frontières, le tarif préférentiel et le petit commerce dans le cadre du PCT, la collaboration entre services frontaliers, les violences sexuelles et basées sur le genre et la protection, le RECOS, les procédures douanières dans le cadre du PCT et les mouvements transfrontaliers.



*Les FPCT de Bukavu lors de la formation sur la législation et les procédures en matière de commerce transfrontalier à Bukavu en RDC, Bukavu Novembre 2019, GEL Sud Kivu.*

Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019)  
International Alert

**Au Rwanda** (à Rusizi -Bugarama et à Rubavu), durant le mois de décembre, le projet a conduit une formation de 2 jours en faveur des FPCT sur la législation en matière de PCT. Les participants à Rusizi et Bugarama étaient au nombre de 47 FPCT tandis que à Rubavu, 28 FPCT ont pris part. Cette formation a été dispensée pendant 2 jours et les bénéficiaires ont été appuyés pour restituer les connaissances acquises avec leurs collègues.

Pour rendre la formation plus instructives et pratique, le projet a fait recours aux agents des services aux frontières et des districts pour donner plus de clarification sur la matière.

Les thèmes qui ont été abordés au cours de la formation étaient entre autres : l'aperçu sur la législation en générale régissant le commerce transfrontalier, la réglementation douanière et les procédures légales de taxation, les normes minimales pour le traitement des petits commerçants transfrontaliers (femmes et hommes commerçants) au niveau des frontières, les droits et les obligations des petits commerçants transfrontaliers dans l'exercice de leur business, l'identification les conflits qui existent et handicapant le PCT et des stratégies pour les minimiser afin d'améliorer l'environnement de travail à la frontière

**Au Burundi**, 41 FPCT ont participé dans la formation sur la législation en matière de PCT. La formation a beaucoup plus relaté les problèmes que les commerçantes rencontrent à la frontière tels que : la corruption aux frontières, l'ignorance dans le remplissage des documents nécessaires pour la traversée, le paiement des taxes illégales, la saisie des produits, les difficultés de l'obtention des visas et les taxations des produits d'origines des pays membres de l'East African Community (EAC).

A travers la formation, les participants ont reçu des informations sur le RECOS ayant pour but de simplifier les procédures de dédouanement et réduire le cout des transactions commerciales afin de faciliter le commerce de petites quantités de marchandises. Les FPCT ont aussi été formés sur l'amendement portant sur le protocole de libéralisation du commerce des produits originaires de la CEPGL, la convention sur la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux sur le droit d'établissement dans les pays membres de la CEPGL et le protocole portant sur la création d'un tarif préférentiel de la CEPGL en vie de montrer les avantages que représente cette communauté.

**b. Production des matériaux de communication sur la législation transfrontalière (brochures, leaflets, posters)**

Cette activité a pour objectif d'offrir des informations aux usages de la frontière surtout les FPCTs.

**En RDC**, au total 3 postes téléviseurs ont été achetés après concertation avec les officiels et responsables des frontières enfin que ces derniers soient installées aux postes frontaliers pour servir de communication des informations nécessaires aux FPCT et autres passant aux frontières tels que les formalités à remplir, les taxes et impôts à payer, les procédures pour traverser à la frontière, les heures d'ouverture et de fermetures des frontières, les nouvelles orientations et toute autre communiqué ou information à l'intention des passants aux frontières.

**A Bukavu**, le partenaire GEL a acquis un poste téléviseur qui sera installé à la frontière de Ruzizi I, à **Uvira**, le partenaires SOFIBEF a à son tour acquis un écran téléviseur qui sera installé au poste frontalier de Kavimvira,

Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019)  
International Alert

et à **Kamanyola**, le partenaire LAV a acquis un écran téléviseurs qui sera installé au poste frontalier de Kamanyola au début de l'année 2. Ces écrans seront utilisés pour la diffusion des messages et images non stéréotypés. Ces messages seront conçus en faisant participer les FPCT et les douaniers dans la formulation des contenus plus clairs susceptibles de provoquer le changement positif vers une cohésion sociale et une coopération plus grande. Avec ces écrans, des messages qui seront conçus en collaboration avec les officiels responsables des services de douane et de frontière seront diffusés pour renseigner les FPCTs et autres usagers de la frontière sur leurs devoirs et leurs droits, ce qui préviendra les abus auxquels ils pourraient être soumis par ignorance.

**Au Burundi**, un écran téléviseur et des accessoires d'installation ont été acquis par le partenaire AFRABU et qui sera installé à la frontière de Gatumba pour la diffusion des messages concernant le commerce transfrontalier ou toute autre information qui peut être nécessaire pour les usagers.

**Au Rwanda**, les autorités aux frontières ont donné leur accord de principe pour la diffusion des messages aux frontières mais ont demandé à International Alert d'attendre harmoniser avec la hiérarchie à Kigali avant la mise en place des écrans, un suivi sera effectué durant l'année 2 pour cette fin.

**Activité 4.2 Formation de nouveaux responsables des douanes et des frontières sur la législation en matière de commerce transfrontalier et de harcèlement sexuel ; octroi de petites bourses pour les travaux avec des "champions" du changement**



*Les officiels de douane et de frontière en formation sur la législation en matière du commerce transfrontalier et les VSBG à Uvira, Uvira Décembre 2019, Photo SOFIBEF*

Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019)  
International Alert

Vu l'existence d'un système des rotations des responsables et officiels œuvrant aux frontières existant dans les administrations frontalières des 3 pays, dont certains nouveaux agents sont régulièrement affectés aux postes frontaliers ciblés par le projet MSL, les formations des nouveaux fonctionnaires ont été prévues afin de garder toujours un même niveau d'information et perpétuer les améliorations des pratiques et l'application de la réglementation.

**En RDC, à Uvira**, au mois de décembre 2019 une formation sur la législation en matière du commerce transfrontalier et les violences basées sur le genre a été organisée en faveur des responsables des douanes et frontières. Cette formation qui était prévue en faveur des agents des 6 services opérant à la frontière (DGM, DGDA, OCC, Police des Frontières, Hygiène et SQAV) a été marquée par l'atelier a été Co-facilité par le Point Focal du RECOS au Ministère Provincial du Commerce Extérieur, l'OCC et la Police des Frontières.

Durant l'atelier, surtout lors de la présentation du Point Focal du RECOS, plusieurs officiels ont joué à la défensive, surtout lorsque le facilitateur exposait les lacunes dans le fonctionnement des différents services, comparativement aux services frontaliers de certains pays membres du COMESA. De même pendant la présentation du Commandant de la Police des Frontières sur les conséquences que courent les agents qui verseraient dans les abus sexuels à l'encontre de la femme, certains agents ont eu tendance à rejeter la responsabilité de ces abus aux victimes elles-mêmes.

Séance tenante, le Maire de la Ville a averti le Commandant de la Police des Frontières sur la présence de plus en plus remarquable des services non autorisés à opérer à la frontière depuis un certain temps et a demandé au Commandant de lui faire le rapport sur les services présents actuellement à la frontière.

A la fin de la formation, l'un des représentants de l'OCC, a même suggéré qu'il y ait plus de rapprochement entre les FPCTs et les services œuvrant à la frontière en général et l'OCC en particulier.

**A Kamanyola**, durant deux jours consécutifs en novembre 2019, les participants qui sont des responsables de la douane et des frontières ont été outillés sur la législation et procédures en matière de commerce transfrontalier. La formation a été animée par les formateurs professionnels, deux Inspecteurs venant de la DGM, DGDA, après demande de requête adressée à leur hiérarchie. L'inspecteur de la DGDA qui fut l'animateur principal durant ces 4 jours, a essayé d'expliquer le fonctionnement de guichet unique qui est déjà fonctionnel à Kamanyola. Les participants ont bien compris comment procéder au guichet unique. Mais également ils ont soulevé une problématique liée aux pourcentages dans le guichet unique et les tracasseries dont sont victimes les FPCTs par rapport à la quittance en faveur de la DPMR. C'est ainsi que les recommandations ont été formulées ; que les responsables du projet MSL plaident au niveau provincial pour que ces taxes qui sont considérées comme illégales soient bannies.

**A Bukavu**, la formation s'est déroulée au mois de novembre 2019 en faveur des officiels de douane et frontières sur la législation en matière de PCT. Ont participé à cette formation 27 personnes dont 11 femmes. Cette formation a été facilitée par les formateurs de différents services œuvrant à la frontière.

Les thèmes avaient été identifiés par chaque site selon les problèmes les plus récurrents qui sont à l'origine des tracasseries et des conflits entre les officiels et les FPCT. Pour les formations des officiels, les thèmes suivants ont été abordés pendant ces ateliers ont concerné les accords commerciaux bilatéraux dans la



Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019)  
International Alert

région et leurs avantages pour les petits commerçants, les listes de produits pouvant être commercialisés dans le cadre de ces accords, comment bénéficier du RECOS, les instruments juridiques pour le commerce à petite échelle, les procédures douanières pour les marchandises, les normes d'exportation et d'importation pour les marchandises, les services disponibles et impliqués dans les exportations et importations transfrontalières, les documents commerciaux nécessaires pour l'importation et l'exportation, les taxes payables par les FPCT lors de l'importation et de l'exportation ainsi que les violences sexuelles et basées sur le genre.

Au **Rwanda** et au **Burundi**, les partenaires n'avaient pas organisé les formations suite à l'indisponibilité des autorités aux des frontières. Ces formations seront programmées pour l'année 2.



*Après la séance d'échange entre les autorités municipales et frontalière du district de Rusizi lors de la visite des activités du projet par l'Ambassade de Suède à Kinshasa au Rwanda, Kamembre Novembre 2019, Photo FVA*

#### Activité 4.5: Facilitation des débats sur les réformes politiques au travers de programmes radio - Mupaka Shamba Letu

En RDC et au Burundi, une consultante journaliste producteur indépendante a été engagée pour la production des émissions du côté de la RDC et Burundi et le processus de sélection de la radio au Nord Kivu a abouti au choix de la radio UB FM (émettant à Goma) et aux radios Maendeleo (émettant à Bukavu-ville, Kamanyola, Kalehe, Walungu, Uvira, Fizi et via l'internet) et Le Messenger du peuple (Uvira) au Sud Kivu. Au Burundi la radio Isanganiro (émettant à Bujumbura, Manga, Inanzegwe, Mutumba, Birime et sur internet).

Deux émissions ont été produites (N° 001 portant sur *L'Intégration de la RDC dans la communauté de l'Afrique de l'Est ou East African Community* et N° 002 portant sur *Les droits et les devoirs des FPCT, facteur favorisant la collaboration entre les FPCT et les Services douaniers*). Les thèmes de ces émissions ont été choisis sur base de la décision de la RDC d'adhérer à l'EAC, qui marque une grande évolution dans l'intégration régionale et le développement de la coopération entre les pays afin de permettre aux FPCT de bénéficier des facilités lors de leurs traversées aux frontières.

Au Rwanda, le projet a recruté le cabinet de production médiat (AFRI Media avec une consultante journaliste représentant le cabinet) et le Rwanda Broadcasting Agency a été recruté pour la diffusion des émissions MSL à travers ses radios communautaires de Rubavu (émettant dans les Districts de Rubavu, Rutsiro et Ngororero) et Rusizi (émettant dans les Districts de Rusizi, Nyamasheke, Bugarama et Karongi). Les émissions seront produites et diffusées à partir du premier trimestre 2020.

## 5. Histoire de Succès

### Titre de l'histoire 1 : Réconciliation grâce aux enseignements suivi dans le groupe de dialogue :

NTIBAMENYA Tatu et UWIMANA Claudine sont toutes deux FPCT de Gatumba au Burundi. Il y a longtemps elles étaient de bonnes et grandes amies qui s'entraidaient en famille comme dans leurs activités de commerce transfrontalier. Après un certain temps, Madame Claudine a pris une mauvaise attitude et a commencé à dire des commérages à l'endroit de Madame Tatu. Elle a propagé des histoires de médisance jusqu'à l'époux de Tatu et son mariage a connu de sérieux problème de confiance avec son époux. Tatu a vu Claudine comme un ennemi juré. Lorsque le projet a identifié les bénéficiaires, les deux femmes ont été mises dans un même groupe de dialogue. Lors d'une séance de groupe de dialogue sur le thème : « établir la confiance, la confidentialité et la tolérance », organisée en date du 1er novembre 2019, Tatu a exprimé son chagrin devant toutes les femmes présentes à la réunion. Elle a dit devant tout le monde : « d'après ce que l'animatrice vient de nous enseigner aujourd'hui, je trouve que je dois m'exprimer et vous relater ce qui m'est arrivé à cause de ma meilleure amie. L'amie dont je vous parle est même ici avec moi. Il eut un temps où elle s'est livrée à propager des mensonges sur ma personne sans aucune raison valable. Cela a fait que je n'ai plus confiance en elle et je la considère depuis comme mon ennemi. Mais devant vous je vais la pardonner même si elle a voulu détruire mon mariage. » Madame Claudine a ensuite demandé officiellement le pardon à Tatu et les deux sont sorties dans la salle heureuses de s'être réconciliées, en promettant de se faire encore confiance et vivre comme avant.

## Titre de l'histoire 2 : Changement de comportement :

« Je m'appelle, TULIZANA NYAMUSHIMBA, je suis congolaise, résidente au quartier Cimpunda ONL à Bukavu. Je suis mariée et mère de 7 enfants, âgée de 41 ans. Je suis vendeuse des chèvres au marché de chez Kibonge. Je suis la facilitatrice du groupe de dialogue des femmes petites commerçantes transfrontalières de l'axe Kadutu/Cimpunda ONL. Je m'approvisionne à Cyanguu au Rwanda via la frontière Ruzizi II.

Je suis marié à Monsieur MUHIRI BIRINGANINE membre du groupe de dialogue des époux axe Essence.

Avant mon intégration dans ce groupe de dialogue, je ne vivais pas en harmonie avec mon mari qui me laissait seul m'occuper des enfants et autres charges de la maison.

Je me réveillais très tôt matin pour aller m'approvisionner en chèvre au marché de Cyanguu. J'achetais 7 chèvres, parfois arrivée au marché toutes les chèvres n'étaient pas vendues. J'en pouvais vendre que deux ou trois. J'attendais jusqu'au dernier soir pour voir si je pourrais profiter des clients qui arrivaient tard. Si mes chèvres restantes ne sont pas vendues, je suis dans l'obligation de monter avec elles à la maison sur une distance de 3km. J'arrivais à la maison à des heures tardives, trop fatiguée et parfois sous la pluie. Je trouvais mon mari et les enfants déjà endormis. Il me fallait préparer à tout prix la nourriture que j'amenais du marché. Réveiller les enfants endormis pour qu'ils puissent manger était trop amère pour moi. Parfois même il arrivait que certains de mes enfants refusent de se réveiller pour manger, mon mari aussi. Imaginez combien cela fait du mal à une maman qui ne se sacrifie que pour ses enfants. Le lendemain à l'aube, je suis dans l'obligation d'aller faire paître ces chèvres pour qu'elles conservent leurs santés avant de les ramener encore au marché. C'était tous les jours comme ce même rythme et c'était vraiment pénible. Partant de tout ceci, j'ai eu d'énormes problèmes avec mon mari sur le fait de préparer à manger tard. Il me blâmait à tout moment au lieu de me consoler. De mon côté j'étais persuadé toujours avoir raison vue la souffrance que je parcourais le long de la journée. Quand nous avons connu notre participation dans le groupe de dialogue, et avec les sensibilisations sur le comportement à adopter face à son conjoint, mon mari et moi nous nous entendons bien actuellement. Il arrive que je ne sois pas encore rentrée à temps et mon mari non seulement rappelle à notre fille aînée de passer me voir si j'ai déjà trouvé la ration alimentaire, mais aussi il peut lui rappeler de commencer à allumer le feu avant mon arrivée. Ce qui me rend très heureuse et crée l'harmonie dans notre ménage. Nous remercions le projet MSL pour cette médiation tacite qu'il nous a apportée. »

Vive le groupe de dialogue des FPCT axe Kadutu.

## 6. Coordination, partenariat et travail en synergie

### 6.1. Travail avec les partenaires locaux

Pour mettre en œuvre ce projet, cinq organisations locales qui avaient travaillé avec Alert dans le volet PCT du projet Tushiriki Wote avaient été pré-identifiées. Il s'agit des partenaires suivants :

- **ADPD** : Action pour le Développement des Peuples défavorisés, basée à Goma pour les activités à Goma et à la grande et petite barrière,
- **AFRABU** : Association des Femmes Rapatriées du Burundi, basée à Bujumbura pour les activités à Gatumba et à Bujumbura,
- **CAU** : Collectif Alpha Ujuvi, basé à Goma pour les activités d'alphabétisation dans tous les sites du projet,

**Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019)**  
**International Alert**

- **GEL SK** : Guichet d'Economie du Sud Kivu, basé à Bukavu pour les activités à Bukavu et à la frontière de Ruzizi I&II,
- **SOFIBEF** : Solidarité des femmes de Fizi pour le Bien Etre Familial, basée à Uvira pour les activités à Uvira et à la frontière de Kavimvira.

Avant de confirmer le partenariat dans ce nouveau projet, Alert a organisé des évaluations organisationnelles, programmatiques et financières de ces derniers au courant du premier trimestre de 2019 en vue de s'assurer la capacité des partenaires à mettre en œuvre les activités de ce projet de manière efficace et également d'évaluer les risques et faiblesses de chaque partenaire.

Après ces évaluations, les rencontres d'accompagnement des partenaires durant les mois de mars et avril 2019 ont été organisées en vue de leur induction à ce nouveau projet mais aussi pour les accompagner dans la formulation des activités détaillées qui seront menées durant la première année du projet en se référant aux objectifs, résultats et activités du projet mais aussi au chronogramme et au budget du projet.

Pour le Rwanda et la nouvelle frontière de la RDC (Kamanyola), Alert a publié des appels à partenariat pour le recrutement des organisations partenaires pour mettre les activités aux frontières de Rubavu, de Rusizi et de Bugarama au Rwanda et de Kamanyola en RDC.

Après une première sélection des dossiers des organisations répondant aux critères, les évaluations financières, organisationnelles et programmatiques ont été menées auprès de ces organisations et 3 parmi elles ont été retenues dont :

- **CEJP** : Commission Episcopale Justice et Paix du Rwanda, basée à Kigali pour les activités à Rubavu et à la Grande et à la Petite barrières,
- **FVA** : Faith Victory Association, basée à Kigali pour les activités à Rusizi et aux frontières Rusizi I& II ainsi qu'à la frontière de Bugarama avec Kamanyola,
- **LAV** : Laissez l'Afrique Vivre, basé à Bukavu pour les activités à Kamanyola et à la frontière de Kamanyola avec Bugarama.

De la même manière que pour les partenaires pré-identifiés, les 3 nouveaux partenaires ont aussi bénéficié d'un accompagnement de la part de l'équipe du projet en vue de leur permettre de bien connaître ce projet, ses approches et ses objectifs.

La signature des contrats de partenariat a été faite pour une période de 8 mois allant du 1<sup>er</sup> mai au 31 décembre 2019. Les jalons de rapportage ont tenu compte des jalons suivants :

- Trimestre 1 allant du 01 mai au 31 juillet 2019,
- Trimestre 2 allant du 01 août au 31 octobre 2019,
- Trimestre 3 allant du 01 novembre au 31 décembre 2019.

Les partenaires ont effectué les rapportages pour les 3 trimestres (rapports narratifs et financiers) sauf pour le partenaire ADPD qui a connu des perturbations à partir du deuxième trimestre et qui n'a pas été en mesure de travailler pour les 2 derniers trimestres (*voir rapport d'incident partenaire ADPD en annexe 5*).

Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019)  
International Alert

**Tableau 2 : Partenaires de MSL et montants de leurs subventions**

Nom de l'organisation	Localisation	Site du projet couvert	Montant des allocations 2019
ADPD	Goma, RD Congo	Mise en œuvre des activités du projet dans la ville de Goma et frontières Goma-Gisenyi (Grande et Petite barrières)	25.105 USD
AFRABU	Bujumbura, Burundi	Mise en œuvre des activités du projet à Bujumbura, la Cité de Gatumba et à la frontière Gatumba-Kavinvira	26.415 USD
CAU	Goma, RD Congo	Mise en œuvre de l'alphabétisation dans les 8 sites du projet MSL	45.485 USD
CEJP	Kigali, Rwanda	Mise en œuvre des activités du projet dans la ville de Gisenyi et frontières Gisenyi-Goma (Grande et Petite barrières)	23.345,20 USD
FVA	Kigali, Rwanda	Mise en œuvre des activités du projet dans la ville de Kamembe et le secteur de Mururu avec les frontières entre Bukavu et Rusizi (Rusizi I et II), le secteur de Bugarama et la frontière Bugarama - Kamanyola	43.330,72 USD
GEL	Bukavu, RD Congo	Mise en œuvre des activités du projet dans la ville de Bukavu avec les frontières entre Bukavu et Rusizi (Ruzizi I et II)	26.463,06 USD
LAV	Bukavu, RD Congo	Mise en œuvre des activités du projet dans la cité de Kamanyola et la frontière Kamanyola-Bugarama	25.955 USD
SOFIBEF	Uvira, RD Congo	Mise en œuvre des activités du projet dans la ville d'Uvira et à la frontière Kavinvira – Gatumba	26.115 USD

## 6.2. Synergies avec les autres acteurs

La collaboration avec les différentes parties prenantes intervenant dans les thématiques du projet MSL est se construit progressivement à travers les rencontres et les séances de travail effectuées. Il s'agit essentiellement des organisations suivantes :

- **ACTIF/UNCDF**

Le Programme conjoint Action, Changement et Transformation par l'inclusion financière en République Démocratique du Congo (ACTIF) lancé en 2018 vise à améliorer le bien-être des ménages pauvres et des micros-entrepreneurs, en augmentant le pourcentage d'adultes, y compris les femmes et les jeunes, qui vont avoir accès aux produits et services financiers formels offerts par une variété de prestataires. La collaboration avec le projet MSL va beaucoup plus concerner la facilitation de l'accès aux services financiers par les FPCT.

- **COMESA**

Les échanges sont en cours avec le COMESA pour identifier les axes de collaboration durant le projet MSL. Alert a participé à la réunion conjointe des experts de la RDC, du Rwanda et de l'Ouganda qui a porté sur les défis de la mise en œuvre du RECOS entre ces 3 pays. Alert a profité de ce moment pour introduire le projet auprès des différents acteurs. La synthèse du projet et le plan du travail pour la première année a été partagé avec COMESA. Des futures rencontres permettront de fixer les axes de collaboration.

- **GIZ**

Une première réunion s'est tenu en mai 2019 à Kishasa entre le chef de projet MSL et l'équipe de mise en œuvre du programme PROFI, un nouveau programme qui vient s'inscrire dans la continuité des activités entreprises dans le programme PDSF (Programme de Développement du Système Financier en RDC) avec lequel Alert a collaboré dans la facilitation de l'accès aux produits financiers par les FPCT mais aussi la mise en œuvre du programme d'éducation financières des FPCT. Dans ces nouveaux projets, Alert à travers MSL et GIZ à travers PROFI ont déjà ciblé 3 axes de collaboration dont (i) la poursuite de la facilitation de l'accès aux produits financiers aux FPCT à travers la collaboration avec les IMF, (ii) la mise en œuvre du programme d'éducation financière dans les différents sites du projet MSL et (iii) la mise en place d'un mécanisme de fonds de garantie des crédits à travers la collaboration avec les IMF et GIZ partagera son expertise dans ce domaine avec Alert surtout dans la mise en place des fonds de garantie en vue de garder l'équilibre du marché et d'éviter de créer des surenchères sur certains produits financiers dans le secteur qui peut constituer un risque d'échec de l'approche.

- **PFCGL**

Le Projet de facilitation du commerce dans les Grands Lacs (PFCGL) exécute depuis 2017 un projet régional de facilitation du commerce à travers un prêt de la Banque Mondiale aux gouvernements Congolais, Ougandais et Rwandais mettant l'accent sur la coopération économique et l'intégration régionale en RDC, au Rwanda et en Ouganda. Les rencontres ont été effectuées avec le coordonnateur national du PFCGL et avec les coordonnateurs provinciaux au Nord Kivu et au Sud Kivu.

Les axes de collaboration retenus sont : (i) la prise en compte des besoins des FPCT dans la mise en place des infrastructures frontaliers (marchés, bâtiments, etc.), (ii) les formations des officiels des frontières, (iii) le plaidoyer à travers des réunions des experts mixtes et des réunions bilatérales entre les autorités de la RDC et du Rwanda, (iv) la mise en place d'un cadre de collaboration des acteurs notamment qui impliquera le PFCGL, TMEA et Alert en Juin/juillet 2019.

## Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019) International Alert

Du 30 octobre au 1er novembre 2019, Alert a participé à la réunion d'experts sur le RECOS du COMESA tenue à Rubavu, au Rwanda. La réunion a bénéficié du soutien de la Banque Mondiale et du secrétariat du COMESA dans le cadre du PFCGL. Le but de cette réunion était de partager les expériences et d'évaluer les progrès de la mise en œuvre du RECOS dans les trois pays du projet, le Rwanda, la RDC et l'Ouganda, y compris les succès enregistrés, les défis rencontrés et les stratégies pour améliorer la mise en œuvre du RECOS.

- **SFCG**

Search For Common Ground a mis en œuvre un projet sur le commerce transfrontalier sous le financement de TMEA et actuellement ils sont en discussions pour un nouveau financement qui prendra en charge les activités dans les villes frontalières de Goma et Bukavu. Une réunion a été réalisée avec l'équipe de management de SFCG (Directeur pays, chef de bureau et chef de projet CBT) pour identifier les actions complémentaires que SFCG pourrait mettre en place pour éviter les duplications avec ce que les autres partenaires mettent déjà en œuvre ; notamment Alert à travers MSL. Une fois que le financement sera acquis, d'autres réunions de coordination seront organisées pour identifier les activités à mener en synergie dont le plaidoyer autour de la législation du PCT, l'assouplissement des procédures à travers le RECOS, etc.

### 6.3. Coordination Interne du projet MSL

- **Comité régional de coordination du projet MSL**

Dans le but d'assurer une bonne coordination des activités du projet MSL entre RDC, Rwanda et Burundi, un comité régional de coordination interne d'Alert a été mise en place au début du projet. Le comité est composé de la Directrice régionale des Grands Lacs qui en assume la présidence, de la Directrice pays RDC, de la Directrice pays Rwanda, du Directeur des programmes RDC, de la Conseillère principale des Grands Lacs, du Chef de projet MSL, du Directeur des finances RDC et du Directeur des finances Rwanda. En 2020 trois réunions du comité ont été organisée en mars, en juin et en octobre 2019 conformément aux TDR du comité et au calendrier des réunions pour la première année (*voir TDR du comité et rapports des réunions de comité régional en annexe 9*).

- **Steering Committee du Projet MSL**

Pour la coordination interne du projet avec les bailleurs et International, lors de la réunion de coordination entre International Alert, l'Ambassade de Suède à Kinshasa et l'Ambassade de Suisse à Kigali en décembre 2019, il a été décidé de mettre en place un Comité de coordination du projet au niveau interne.

Il se présente comme suit :

- Alert jouera le rôle de secrétariat avec un membre de chacun des deux ambassades ;
- Objectif : fournir des conseils, trouver des solutions aux problèmes importants, approuver le plan d'activités, discuter et échanger des informations sur la politique, revoir régulièrement l'avancement du projet ;
- Fonctionnement : le comité se réunira deux fois par an lorsque des réunions annuelles sont prévues selon le contrat de l'ambassade de Suède ;
- Les visites conjointes des activités sur terrain seront aussi planifiées à cette occasion.

## 7. Leçons Apprises



*Séance de travail entre le Ministère du Genre en RDC et la délégation de l'Ambassade de la Suède à Kinshasa et de International Alert pour la présentation du projet MSL, Kinshasa octobre 2019, Photo Ministère du Genre RDC.*

- Les rencontres régulières des FPCT à travers les GD (qui se réunissent mensuellement) et les AVEC (qui se réunissent hebdomadairement) permet d'améliorer le bien-être psychosocial des FPCT appuyées par le projet ; ce qui renforce leur niveau de confiance mutuelle.
- Les activités d'identification des bénéficiaires ont révélé une grande vulnérabilité des FPCT dans différents domaines y compris l'alphabétisation. À l'origine, on prévoyait seulement un effectif de 30 personnes qui seront alphabétisées par site mais après l'identification, il a été constaté que le besoin est plus élevé car plus de 50% des FPCT n'ont pas franchi le niveau de l'école primaire. Après cette première année, il faudra que l'équipe du projet (Alert et partenaires) réfléchisse sur une stratégie qui permettra de couvrir les besoins d'appuis des bénéficiaires dans l'alphabétisation.
- Le partenaire du Nord Kivu, ADPD, ne dispose pas d'un niveau de capacités d'exécution satisfaisant pour réaliser les activités requises au sein du projet. Les activités au Nord Kivu ont connu un retard dans leur réalisation. Alert doit envisager de ne pas poursuivre sa collaboration avec cette ONG et chercher un nouveau partenaire. L'équipe compte lancer, durant le premier trimestre de 2020, le processus de sélection d'un nouveau partenaire pour la mise en œuvre des activités à Goma. En attendant, un consultant sera recruté pour appuyer l'équipe dans la mise en œuvre des activités non réalisées par le



partenaire ADPD en attendant que le nouveau partenaire qui sera sélectionné prenne la relève dans la mise en œuvre des activités à partir de second trimestre 2020.

- Le partenaire CAU est relativement bien organisé, suit des procédures, fait un suivi de son programme d’alphabétisation. Néanmoins, la communication entre CAU et Alert (Programme, M&E, finances) a souffert fréquemment d’un manque de réactivité et du respect des échéances fixées pour faire avancer le travail. A l’avenir l’accompagnement de ce partenaire sur le plan financier et M&E doit être plus intensif.
- Pour les activités d’alphabétisation, la coordination entre CAU et les autres partenaires doit être étroite. Il est nécessaire que l’équipe du projet intervienne et développe une cadre d’harmonisation des besoins d’alphabétisation et établisse un processus plus clair de communication et coordination entre les partenaires.
- Les bonnes relations avec les autorités des districts et ceux de l’Immigration et de la douane constitue un facteur favorisant la mise en œuvre du projet MSL. Lors des visites des activités du projet, les autorités municipales de Rusizi et de Rubavu ont témoigné leur intérêt à assurer le suivi des progrès réalisés par le projet dans l’amélioration des activités du commerce transfrontalier qui font aussi parti de leurs objectifs des performances pour les districts. Ceci fait que les officiels aux frontières sont attentifs aux recommandations formulées lors des ateliers auxquels les autorités municipales prennent part.
- La formation sur la législation en matière du PCT et sur les accords régionaux mérite d’être enseigné aux FCPTs et aux officiels car les officiels n’ont pas une bonne connaissance et une maîtrise des accords régionaux. Ce manque de maîtrise ou cette faible connaissance engendre une mauvaise application qui peut être injuste.
- L’utilisation des postes téléviseur pour servir de moyen d’information en faveur des usagers des frontières en RDC est une innovation car elle permet de contextualiser les informations liées aux différents services œuvrant à la frontière. Ceci nécessitera une collaboration entre les différents services œuvrant aux frontières même si le téléviseur est à la disposition de la migration.

## 8. Défis et perspectives de gestion

- Le manque d’une coordination efficace des activités d’appui au commerce transfrontalier au niveau des gouvernements des 3 pays. Pour y arriver, il est important de (i) mettre en place un **Comité de pilotage** (externe) pour discuter des enjeux politiques, des défis au niveau du Commerce Transfrontalier, etc. Ce comité sera constitué par différents acteurs étatiques au niveau des provinces couvertes par le projet dans les 3 pays avec les gouverneurs (Sud Kivu et Nord Kivu en RDC, Province de l’Ouest au Rwanda et Gouverneur de Bujumbura) et maires (dont les Mairies de Goma, Bukavu et Uvira en RDC, Mairies de Rubavu et Rusizi au Rwanda et Mairie de Bujumbura), les techniciens du ministère national (unité CBT au Rwanda, conseiller du Ministère du Commerce en RDC, point focal du comité national de facilitation

**Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019)  
International Alert**

du commerce transfrontalier au Burundi), la société civile, le secteur privé dans les 3 pays, (ii) collaborer avec COMESA qui est le bon organisme pour convoquer une telle réunion ; (iii) vérifier ce que COMESA ou la Banque Mondiale (PFCGL) paye en termes de prise en charge lorsqu'ils convoquent des réunions impliquant ces autorités et (iv) vérifier le budget du projet pour organiser cette activité car cela n'était pas prévu initialement et de telles réunions peuvent être coûteuses.

- Le projet MSL combine plusieurs thématiques dont il était difficile de trouver des partenaires ayant des expériences dans tous les thèmes abordés par le projet ; plus particulièrement dans la mise en œuvre du projet n'ont pas des capacités et d'expérience suffisante en matière de mise en place et de gestion/ accompagnement des GD. Pour cela, le projet compte continuer à renforcer la capacité des partenaires dans ces domaines après l'organisation de la formation sur le nouveau curriculum genre tenue en août 2019, la sensibilité au genre organisée en décembre 2019 mais aussi à travers les autres formations prévues durant l'année 2 (masculinité positive, leadership inclusif, etc.). En outre, les expériences des anciennes FPCT bénéficiaires du projet Tushiriki Wote ont été partagées lors des premières rencontres des GD des nouvelles FPCT, ce qui leur ont permis d'avoir un aperçu du changement auquel les FPCT pourraient aboutir à travers ce projet. L'équipe du projet met aussi mis à profit les acquis de Tushiriki Wote en matière de conduite des GD travers le partage des expériences réussies qui sont transmises par l'équipe du projet aux partenaires de mise en œuvre lors des suivi-accompagnement dans l'implémentation des GD.
- Au cours des discussions avec les partenaires sur les budgets des activités de la première année, nous sommes rendu compte que certains coûts institutionnels ont été sous-estimés. Ceci fait que les partenaires auront tendance à minimiser ce projet avec le risque que la qualité de mise en œuvre des activités soit faible. Pour cette question, nous avons tenu des discussions en bilatérales avec chaque partenaire pour trouver les mécanismes qui permettront de contourner cette difficulté. Vu que durant cette première année il n'y aura pas beaucoup d'activités à réaliser par les partenaires, pour certains partenaires, l'option d'engager certains staffs (telles que les chargés de projet) à temps partiel et un animateur/trice à temps plein a été retenu (GEL, SOFIBEF, AFRABU) et pour d'autres l'option de n'engager que le/la chargé de projet par site (CEJP et FVA) etc.
- La nature de l'accord de financement signé entre Alert et Sida ne permet pas au projet d'avoir un dépassement sur les lignes du projet de plus de 10%. Ceci ne permet pas à l'équipe de projet d'avoir plus de flexibilité pour réaliser certaines activités jugées importantes. Alert a effectué des négociations avec Sida pour un amendement du budget pour la deuxième année du projet enfin de trouver des solutions pour les questions des frais institutionnelles des partenaires ou des missions de suivi des activités des partenaires sur terrain par les équipes du projet (programme, M&E, finance, etc.).
- Au cours de la conception de MSL, Alert a identifié un certain nombre d'activités stratégiques supplémentaires que nous n'avons pas pu financer dans le cadre de la contribution de Sida au projet, mais qui représentent des opportunités importantes pour tirer parti de manière significative de ses résultats afin de contribuer à impact durable. Alert a engagé des négociations avec la DDC Suisse et gagné un financement complémentaire pour combler les gaps et financer d'autres activités que la Suède n'avait pas retenu dans la proposition soumise. Ceci a renforcé en outre la capacité de l'équipe du projet

MSL et les partenaires d'assurer une bonne exécution des activités du projet durant les 3 autres années restantes de sa mise en œuvre.

## 9. Suivi et Evaluation

Le système de suivi et évaluation du projet a été mis en place dès le début d'exécution des activités. Le processus de mise en place de ce système a commencé avec le développement des outils de suivi et évaluation et bien avant, la mise en place du plan de suivi et évaluation.

Ce plan constitué du cadre logique et périodicités de collecte, de traitement, d'analyse des données et de partage des résultats détaille également les définitions des indicateurs du projet ainsi que les méthodes de collectes des données et les moyens de vérifications des évidences des indicateurs. Le cadre logique a été conçu au moment du développement du projet. Il est constitué des objectifs du projet, des résultats attendus et des activités ainsi que des indicateurs de ces objectifs, résultats et activités.

Sur base des résultats de l'étude de base du projet, tous les indicateurs ont été renseignés chacun avec une valeur initiale décrivant le contexte actuel des sites de mise en œuvre du projet et la formulation de certains indicateurs a été faite et pour améliorer leur compréhension, les définitions ont été clarifiées pour chacun des indicateurs.

Toujours sur base des résultats de l'étude de base et des leçons apprises du projet Tushiriki Wote, l'équipe de suivi et évaluation et l'équipe du projet avaient défini conjointement, lors d'un atelier de suivi et évaluation du projet MSL organisé du 14 au 21 Octobre 2019 à Gisenyi, la cible pour chaque indicateur au niveau des résultats et des objectifs. Les cibles au niveau des activités étaient aussi déterminées au moment du développement du projet et sont reprises dans le plan de travail du projet. Le cadre logique du projet était donc mis à jour juste à la fin de l'étude base. Il était ensuite partagé à tous les partenaires de mise en œuvre du projet pour que ces derniers le comprennent et pour qu'ils se préparent à la réunion de suivi et évaluation du projet qui portait sur la mise en place et la compréhension commune du système et du plan de suivi et évaluation du projet. (*voir Matrice de Suivi et Evaluation en annexe 11*).

Sur base des leçons apprises du projet Tushiriki Wote et des défis constatés chez les partenaires au moment de la conduite de l'étude de base du projet, il était convenu que le suivi des partenaires de mise en œuvre du projet sera un suivi de proximité pour que les tous les défis qu'ils rencontrent dans l'exécution des activités soient documentés à temps et de façon systématique afin qu'ils soient adressés et que les leçons apprises soient capitalisées. Dans l'ensemble, le système de suivi et évaluation est battu sur plusieurs outils entre autres :

- Cadre logique ;
- Plan de suivi et évaluation ;
- Plan de travail des activités de suivi et évaluation du projet ;
- Plan de travail du projet ;
- Base des données des bénéficiaires directs du projet ;
- Plate-forme KoboToolbox ;
- Modèle de termes de référence de l'organisation d'une activité ;
- Modèle de liste de participants à l'activité ;

Résumé du rapport Annuel « MSL » (Année 1 : 1 janvier 31 décembre 2019)  
International Alert

- Fiche de documentation d'une histoire de succès ;
- Fiche de documentation d'une étude de cas ;
- Modèle de compte rendu des réunions des groupes des dialogues ;
- Normes de qualité des activités ;
- Canevas de rapport d'activité ;
- Canevas de rapport trimestriel.

## 10. Annexes

*Annexe 1 : Rapport de démarrage projet MSL*

*Annexe 2 : Rapport scorecard d'autonomisation des femmes*

*Annexe 3 : Curriculum Genre : Manuel de formation sur le genre*

*Annexe 4 : Rapport de formation sur la cohésion sociale à travers les AVEC*

*Annexe 5 : Rapport d'incident partenaire ADPD*

*Annexe 6 : Rapport de Cartographie des Coopératives des FPCT en RDC et au Burundi*

*Annexe 7 : Rapport de Cartographie des Coopératives des FPCT au Rwanda*

*Annexe 8 : Module de formation B4P*

*Annexe 9 : TDR du comité régional de coordination MSL*

*Annexe 10 : Rapports des réunions du comité de coordination*

*Annexe 11 : Matrice de S & E*